

La manifestation du 31 juillet 1977

La manifestation de juillet 1977 est l'épisode la plus sombre et la plus dramatique de l'histoire de la centrale de Creys Malville.

Elle contribua grandement à l'établissement de l'étrange et pesante ambiance qui a toujours régné autour des affaires concernant cette centrale, pendant sa construction, sa mise en service et pendant toute la période de son fonctionnement.

Le présent dossier tente de présenter de la manière la plus exhaustive possible les éléments permettant de comprendre pourquoi et comment en 1977, en France et en Europe, on en était arrivé à ce point de déraison et quelles ont été sur le plus long terme, les conséquences de cette manifestation.

Lorsque des événements conduisent au drame, la priorité est d'abord de comprendre et non de juger.

Le dossier traite :

- au chapitre 1, de la préparation de la manifestation de juillet 1977 à travers des publications et de la presse des opposants au projet de la centrale

- au chapitre 2, du déroulement de la manifestation,

il est complété par deux autres chapitres traitant :

- au chapitre 3, de la manière dont les habitants de la commune de Creys ont perçu l'installation de la centrale sur le territoire de leur commune depuis les premiers travaux de sondage effectués en 1963 jusqu'à la manifestation de 1977.

Référence : « Creys Pusigneu, de Creys à Creys-Malville » de Joseph Desvigne, instituteur-secrétaire de mairie de 1948 à 1976

- au chapitre 4, des conséquences de ces manifestations sur le mouvement de contestation lui-même, sur la centrale et son image, sur la frilosité des partis politiques traditionnels et sur le manque de soutien que le monde politique accorda au projet (sur ce dernier point, Cf l'audition de M. Christian Pierret Secrétaire d'Etat à l'industrie, Commission d'enquête parlementaire sur la mise à l'arrêt de la centrale, mai 1998)

Un autre dossier présentera la vision des manifestants ayant participé à la manifestation à partir essentiellement de deux références :

- le Collectif d'enquête « Livre noir, Aujourd'hui Malville, demain la France », aux éditions de la Pensée sauvage

- la thèse de DEA de Mme Sevdélina Quéritet « Croisade contre Superphénix, transformation d'un outil technique en symbole et enjeu politique » Université de Nice Sophia –Antipolis, Faculté de droit de sciences économiques et de gestion. Année 2003-2004

1 La préparation de la manifestation de 1977

1-1 Un an avant juillet 77, la première manifestation 1976

En 1976, le premier grand rassemblement et les premières manifestations autour et sur le site de la centrale eurent lieu entre le 3 et le 10 juillet.

Le rassemblement de 1976 contre Malville s'inscrit dans un mouvement antinucléaire national plus vaste dirigé contre les centrales, celles alors en cours de démarrage, Fessenheim et Bugey, celles en construction ou en projet, Plogoff, Le Pellerin, Paluel, Golfech, Nogent, Cruas, St Alban, Flamanville...et contre le centre de retraitement de La Hague.

A la même époque, les années 70 souvent qualifiées de post-mai 68, se déroulent en France d'autres marches et manifestations soit de protestation soit de soutien (contre l'extension du camp militaire du Larzac, de soutien « aux Lip »...).

Tous ces mouvements ont un dénominateur commun, la contestation plus ou moins radicale et le refus d'un type de société dite de « surconsommation » et « antidémocratique », une société qui a « confisqué et le pouvoir et la parole au citoyen » au profit de la « technocratie »

(Voir en annexe la logorrhée de l'affiche « On recherche »).

Suite au rassemblement de juillet 76, un collectif se crée, le « *Mouvement écologique Rhône-Alpes* » dont le siège est rue Mercière à Lyon.

Ce collectif se dote d'une publication « *Superpholix* » qui se définit comme étant un « *bulletin d'information et de liaison réalisé par les gens qui participent à l'action contre Superphénix* »

1-1-1 Superpholix,

Superpholix est une publication locale dont le premier numéro a été réalisé à Bouvesse, village voisin de la centrale. Il est paru le lundi 19 juillet 1976 soit quelques jours avant la première grande manifestation.

Il définit les objectifs de la « lutte » :

« *Qu'est-ce que Superpholix ?*

...ses objectifs sont essentiellement axés sur la lutte antinucléaire dont Malville est le point central :

- *établir les faits et rétablir la vérité vis-à-vis de la presse « officielle »*
- *permettre la liaison et la circulation des expériences entre les différents groupes qui participent à l'action contre Superphénix à Malville, en France et à l'étranger*
- *battre le rappel de tous les gens concernés en cas de coup fourré « d'Ornano-Ponia » [à l'époque respectivement ministres de l'Industrie et de l'Intérieur]*
- *réaliser, d'un numéro à l'autre, une information scientifique complète sous forme de feuilleton... »*

Sur le plan « scientifique », ce premier numéro rentre dans le vif du sujet et donne le ton dans un article intitulé « *Qu'est-ce qu'un surgénérateur* »

Après avoir accompli l'exploit de rappeler le principe de toute centrale nucléaire en seulement cinq lignes, Superpholix présente « ses » vérités « scientifiquement établies ».

En réalité une sorte d'hymne anti-Creys Malville, à savoir l'inévitable litanie des affirmations, vérités tronquées et contrevérités du type « le sodium qui... », « le plutonium qui... » etc....

. Quelques passages à titre d'illustration :

« ...les techniques actuelles ne permettent pas d'éteindre un incendie de plus de 100 kg de sodium... »

- Quant au plutonium, c'est un poison violent :

- un milligramme est la dose mortelle,

- un millionième de gramme inhalé, c'est toutes les chances d'avoir un cancer du poumon dans les 15 ou 20 ans.

Il y en aura 4,6 tonnes à Superphénix de quoi tuer 4,6 milliards d'individus... »
etc.

Cependant, malgré le « secret » qui, selon les opposants, entourerait les études de sûreté de Creys Malville, ce premier numéro décrit avec force détails le scénario de tous les accidents graves pris en compte lors des études destinées à concevoir et à dimensionner les systèmes de sécurité et les barrières de confinement de la centrale.

Tous les scénarios figurent dans ce numéro 1 :

- les précurseurs des accidents : le bouchage d'assemblages combustible, les différents défauts de refroidissement, la fusion partielle du cœur...

- puis les accidents majeurs : la compaction du cœur, l'ébullition et la vaporisation du sodium, l'explosion de la « bulle », les déformations du cœur et la non chute des barres de commande...

- les accidents pris en considération au-delà de la fusion du cœur, l'emballement de la réaction et l'excursion secondaire très énergétique...etc

Schémas à l'appui, l'article témoigne de l'excellente connaissance des opposants relativement aux questions de sûreté spécifiques aux réacteurs à neutrons rapides de grande taille. Où diable le secret pourrait-il donc encore résider ? Allez savoir, mais soyez persuadés que l'essentiel doit être resté secret...

Quant à la conclusion sur l'excursion nucléaire :

« Il est à noter que si une telle explosion ne peut pas atteindre la puissance d'une bombe atomique type Hiroshima, elle est, par contre, des milliers de fois plus polluante. »

Bref, le tableau, tel que présenté fait qu'il est impossible, voire criminel, de ne pas s'opposer farouchement à la réalisation d'une telle monstruosité.

Vient ensuite le compte rendu des actions entreprises depuis 1975 :

« Une lutte de longue haleine. Début 1975, quatre comités locaux se constituent et commencent un travail d'information sur la région. Un premier bilan, en juin 1975, a pu être fait à Flévieu où se rassemblèrent plus de 2.000 antinucléaires de la région...Ce rassemblement permit...la constitution de la « Coordination Rhône-Alpes.

Début 1976...fut décidé l'occupation non-violente du site de Malville à partir du 3 juillet. »

L'article se poursuit par la relation des manifestations de la semaine du 3 au 10 juillet 1976 :

« Samedi 3 juillet : à l'appel de la coordination et des groupes antinucléaires eut lieu le rassemblement. Malgré les barrages policiers, plus de 20.000 personnes se

rassemblèrent en trois points et marchèrent sur l'entrée du site. Rassemblement, prise de parole et dispersion sous l'orage

Dimanche 4 juillet : à l'initiative de la coordination, nouvelle marche sur le site...Cisaillage de la clôture, sit-in non-violent à l'intérieur du site. Après négociation avec le Sous-Préfet, les manifestants se voient reconnaître le droit d'occuper la brèche, de camper en face et obtiennent l'assurance que leurs exigences seront transmises :

- *Information objective, indépendante d'EDF*
- *référendum*
- *moratoire : arrêt des travaux*

Lundi, mardi, mercredi, la fête ! Les occupants assurent eux-mêmes l'organisation des camps, festoient, jardinent dans le site, discutent avec les CRS, font l'animation des villages...C'est chouette Malville !

Jeudi 8 : les compagnies de CRS prennent position au petit matin et, sur ordre de Ponia, évacuent énergiquement les campeurs. Dispersion ratée, regroupement très rapide sur un terrain prêté par la municipalité socialiste de Vézeronce...

Vendredi 9 : réorganisation (équipe de village) et préparation de la manifestation du samedi.

Samedi 10...marche de libération du « Ghetto », les deux villages enclavés dans le dispositif policier. Retrait des barrages, marche jusqu'aux villages, réinstallation du camp « Bayard ».

Réaction ultra violente des forces de l'ordre...

...

Avant d'engager d'autres actions, à définir ensemble, il nous faut élargir notre base sur le plan local, également national et international.

MALVILLE, C'EST PAS FINI ! »

1-1-2 Les enseignements retirés de cette manifestation

Par les manifestants

Les enseignements retirés sont différents selon les sensibilités, et selon leurs propres termes, « non-violente » ou « violente » des manifestants.

- Pour la première sensibilité, la « non-violente » :

a) Le site est tout à fait « prenable ». Il est prenable surtout si le nombre de manifestants espéré pour la prochaine manifestation, celle de 1977, est encore plus important. D'où un objectif : élargir d'ici juillet 1977 la « base mobilisable » au-delà du local, au niveau national et même international. Pour ce faire le mouvement anti-Malville dispose d'une année.

Rendez-vous est donc pris pour juillet 1977, dans un an. L'organisation sera renforcée, l'objectif fixé est clair : investir le site. Pour y faire quoi ? Ce sera la grande question, à laquelle aucune réponse nette ne sera donnée. Sans doute la première cause d'un tragique malentendu entre manifestants et du dérapage de la manifestation à venir.

b) la non-violence a payé. *« L'acte de pénétrer sur le site en ouvrant une brèche est effectivement illégal. Il a été-non violent, il n'a donné lieu à aucune attaque contre les personnes (mis à part quelques excès : quelques jets de pierres côté CRS et manifestants) mais ces débordements sont restés très minimes et ont été assez vite maîtrisés...Une attitude exemplaire des manifestants est notre plus sûr atout face aux forces de l'ordre... »*

- **Pour la seconde sensibilité, la « violente »**, l'enseignement retiré est inverse. Au diable le dogme de la non-violence. Toujours extrait de Superpholix N° 1, un article signé Gilles Vuillaumier de Lyon :

*« Les non-violents m'emmerdent !
Les non-violents me pompent le dard !
Les non-violents me brisent les pinceaux
Leurs dogmes et leurs messies, j'en ai plein le cul !
Je m'explique :*

Samedi 10 au moment de l'affrontement, des non-violents tapent un gars qui balance des parpaings sur les CRS qui chargent.

A peu près au même moment d'autres non-violents hurlent « asseyez-vous, restez calme, laissez-les frapper ». Toujours dans la même période, un grand balèze de non-violent secoue un autre gars qui l'est beaucoup moins pour qu'il arrête de crier « flics fascistes, assassins ! », il paraît que ça les excite. Enfin, plus tard, dans « Combat Non-Violent », les lanceurs de cailloux sont systématiquement traités de provocateurs.

On pourrait croire que je suis castagneur acharné...en fait j'aimerais surtout savoir si les non-violents vont définitivement opter pour une non-violence autoritaire, pure et dure, régissant tout ce qui se fait dans le secteur de Malville ou, au contraire pour une non-violence « individualisée » laissant à chacun le libre choix de ses réactions face aux flics.

Pour moi personnellement, il n'y a pas de dialectique violence/non-violence. Le choix de la méthode doit être fait en fonction de l'événement, du contexte et non pas en fonction d'un dogme. »

Durant toute la période allant de juillet 1976 à juillet 1977 le débat, ou plus exactement la polémique, violence/non-violence va occuper une place centrale dans tous les journaux et publications destinés à préparer et à mobiliser en vue de la manifestation des 30 et 31 juillet 1977, voir ci-près.

Cette polémique ne sera ni réglée ni tranchée par les organisateurs de la manifestation de juillet 1977 qui joueront en permanence, et jusqu'au dernier moment sur les deux tableaux, sans nul doute afin d'obtenir le plus grand nombre de participants, le ralliement de tous les camps.

L'ambiguïté entretenue sur les objectifs de la manifestation de 1977 est en grande partie à l'origine du dérapage de la manifestation et de son déroulement dramatique.

Enfin, en dehors de ces deux sensibilités, violente et non-violente, une troisième sensibilité s'est manifestée : les partisans du **« fédéralisme autogestionnaire »**.

Toujours dans Superpholix du 19 juillet 76 :

« nous, partisans du fédéralisme autogestionnaire, croyons en une société dans laquelle les pouvoirs de décision seraient au maximum décentralisés, ce qui est incompatible avec une centralisation économique et énergétique.

Communistes libertaires...nous préconisons une société sans classe, sans Etat : l'autogestion généralisée.

Le Capital, dans le but d'assurer un profit maximum, rationalise la production, cela suppose une concentration des moyens de production....c'est dans cette optique que se place la construction des centrales nucléaires. L'Etat contre lequel nous luttons n'est que le reflet de cette économie centralisée.

Libertaires nous nous opposons à cette évolution, c'est pourquoi nous sommes ici. »

Enseignements retirés par les pouvoirs publics et les forces de l'ordre

Du point de vue du maintien de l'ordre, la stratégie adoptée en juillet 1976 par les pouvoirs publics s'est avérée être un échec total.

Pour « défendre » le site, les forces de l'ordre avaient été placées à l'intérieur des clôtures du site...erreur grossière !

Aussi, le dimanche 4 juillet, les manifestants n'ont rencontré aucune opposition pour s'approcher et arriver sans encombre au contact de la clôture du site pour la cisailer tranquillement. Ils ont ainsi pu pénétrer sans aucune difficulté à l'intérieur du site puis s'y installer durablement, y faire la fête et...du jardinage ! En apparence rien de plus aisé et de plus simple !

Piégé, et devant le fait accompli, le Sous-Préfet a bien dû se résigner et accepter cette occupation avant de donner l'ordre le jeudi suivant, soit cinq jours plus tard, de déloger les manifestants de l'intérieur du site. Les pouvoirs publics frôlaient en effet le ridicule !

Instruits par cette mésaventure, les pouvoirs publics adopteront pour la manifestation de 1977 une stratégie toute autre. Elle consistera à placer le site de la centrale au centre d'un périmètre rigoureusement (et vigoureusement !) interdit, puissamment protégé, à l'intérieur duquel les manifestants auront interdiction absolue de pénétrer.

On voit là l'origine des affrontements à venir et du dramatique déroulement de la manifestation du 31 juillet 1977.

D'un côté les quelques 60 ou 100.000 manifestants que les organisateurs ont galvanisés et persuadés de la possibilité d'investir et d'occuper le site sans grand problème, avec des slogans du style : « si en 1976, à 20.000, nous y sommes parvenus, alors à 100.000 en 1977, imaginez ! »

De l'autre côté, des pouvoirs publics très déterminés à ce que leur mésaventure de juillet 1976 se renouvelle pas. A cette fin ils ont arrêté une stratégie qui consistait à interdire l'accès des manifestants à l'intérieur d'un vaste périmètre de protection autour de la centrale. Non seulement interdire l'accès mais aussi, et instruits par les sanglantes manifestations qui se sont déroulées en Allemagne au début de 1977, maintenir constamment un no man's land et une distance suffisante entre les forces de l'ordre et les manifestants afin d'éviter les contacts et les corps à corps meurtriers. (voir ci-après au chapitre 4-2 le récit des manifestations en Allemagne, celles de Brockdorf, de Whil et surtout celle de Grohnde)

En plus des enseignements retirés des très violents affrontements autour des sites en Allemagne, les services de renseignements français savaient, ne serait-ce qu'à travers les publications des opposants, que l'objectif pour certains était « *d'en découdre* » et, coûte que coûte, de « *pénétrer sur le site pour y détruire tout ce qui sera possible de détruire.* ». (voir ci-après, entre autres, l'éditorial sans équivoque du numéro d'avril 1977 de Superpholix)

1-2 La préparation de la manifestation de juillet 1977

La préparation est essentiellement **vue au travers les publications émanant des instances organisatrices les plus représentatives du mouvement**

d'opposition : « Superpholix », « La Gueule Ouverte » et, ultérieurement après leur fusion, « La Gueule ouverte-Combat Non-Violent » (en abrégé GO-CNV)

« Superpholix » numéro d'avril 1977

Editorial page 2 donne le ton :

« La Coordination contre Superphénix Rhône-Alpes réunie à Genève le 2 avril a pris une décision de première importance : l'objectif du rassemblement du 30 juillet 1977, c'est de pénétrer sur le site de Superphénix pour y détruire tout ce qu'il sera possible d'y détruire. »

Le rassemblement de juillet 1977 sera une action menée par des femmes et des hommes debouts décidés à l'offensive : passer outre aux barrages de flics et aux barbelés !

L'équipe de Superpholix, après avoir lu l'article de Christian Treillard dans la Gueule ouverte du mercredi 13 avril [n° 153], considère que ce papier est celui qui rend le mieux compte de l'ambiance de détermination et des décisions qui ont prévalu lors de la réunion de coordination du 2 avril. C'est pourquoi cet article figure ici en tant qu'éditorial :

« ...Superphénix on sait parfaitement ce que c'est...l'installation irréversible d'une société qui aurait terrifié Hitler, Superphénix...ce serait Auschwitz à l'échelle planétaire... »

Puisqu'EDF fait la sourde oreille à plusieurs milliers de scientifiques, deux députés suisses [dont Chaïm Nissim qui en janvier 1982 sera l'auteur de l'attenta au bazooka contre la centrale en construction]...et continue dans le plus cinglant mépris à couler ses pâtes de béton, à dresser ses grues, à bricoler son mécano et à entourer l'ensemble d'une enceinte grillagée, les peuples qui habitent cette douce France se déclarent donc en état de légitime défense.

Le rassemblement du 30 juillet 1977...ce sera le DERNIER rassemblement à Malville...l'équation « légitime défense plus échéance impérative » accouchera d'un savoureux volcan.

Ainsi le rassemblement du 30 juillet n'aura pas Trigano (Camping et le Club Méditerranée) comme supporter mais plutôt Manufrance (la manufacture d'armes de Saint Etienne), si vous voyez ce que je veux dire...

Les objectifs de ce rassemblement sont clairs et précis : récupérer le site et stopper les travaux.

...En venant cet été à Malville, il y aura des risques. Le cacher serait malhonnête...Il faudra venir à Malville, équipés, en petits groupes autonomes.

...Quant au débat sur les méthodes à employer pour parvenir à occuper le site de Malville, il relève de la pure philosophie. Le temps n'est plus au débat... » »

C'est on ne peut plus clair et, hélas, prémonitoire quant aux risques encourus.

« La Gueule Ouverte » N° 141

« EDF est une version moderne et avenante du fascisme et doit être traitée comme telle. Nous n'attendrons pas l'invasion des Sudètes (Hitler en Tchécoslovaquie) pour réagir. Ceci nous amène au débat sur le terrorisme. Le terroriste est un résistant à qui l'histoire n'a pas encore rendu hommage. On ne »

vaincra pas en condamnant les attentats mais en soulignant la justesse de leurs objectifs. ». Signé Arthur

Après la légitime défense, le grand jeu de la résistance armée.

D'autres numéros de la « Gueule Ouverte » aborderont ce thème du terrorisme. Ainsi le **N° 149** montre un schéma de sabotage expliquant comment couper les alimentations électriques extérieures de la centrale, l'isolant ainsi du réseau et la plaçant dans une situation inconfortable sur le plan de la sûreté.

Ultérieurement un tel attentat aura effectivement lieu, le 14 juillet 1981, sur un pylône de la ligne 400.000 volts reliant la centrale au réseau électrique général. La centrale était alors en construction.

Un autre numéro de la « Gueule Ouverte » a fait l'éloge d'un best-seller allemand, « L'explosion » qui raconte un attentat contre un surgénérateur censé faire 50.000 morts et détruire 11.000km².

« Légitime défense » et « résistance » conduiront, plus tard, le 18 janvier 1982 à un attentat au cours duquel cinq roquettes antichar seront tirées contre la centrale. Plus d'anticipation, cette fois-ci l'attentat est réel !.

En 2003, l'auteur de l'attentat, un ancien député, élu Verts au Grand Conseil du Canton de Genève (le Parlement genevois), M. Chaïm Nissim, publia un livre « *L'amour et le monstre, roquettes contre Superphénix* » dans lequel il énumère les attentats qu'il a commis entre 1978 et 1982, dont celui au bazooka contre la centrale.

Le « matériel », roquettes et lance-roquettes, lui avait été fourni par un groupe terroriste lié à Ilitch Ramirez Sanchez, alias Carlos.

Voir le dossier consacré à l'attentat au bazooka et à M. Chaïm Nissim

« La Gueule Ouverte » N° 155

Une série d'articles définissent les objectifs de la manifestation :

« Comment prendre Malville »

« Pénétrer sur le site pour y détruire tout ce qu'il est possible de détruire ».

Ceux qui veulent une manifestation pas trop violente sont vilipendés :

« S'il s'agit de respecter l'intégrité physique des gens, si c'est des flics qui sont ces gens, moi je dis merde et vous prédisez un beau massacre. »

Signé Françoise d'Eaubonne. Après avoir mis le feu aux poudres tout au long de l'année 1977, F. d'Eaubonne ne participera pas à la manifestation, les « non violents » l'en ont dégoûté...

« La Gueule ouverte » N° 156, du 4mai 1977

Sous la plume d'Isabelle Cabut, directrice de la publication :

« La réalité d'une offensive, c'est qu'il faut être prêt à cogner, à faire mal, à faire péter des nez et pisser le sang aussi bien qu'à risquer sa vie ».

Dans un autre genre prémonitoire du drame qui se jouera à Malville quelques mois plus tard avec la mort de Vital Michalon, Michel Perdial écrit dans le même numéro et en opposition à cette tendance violente et extrême :

« On entend dire : tant qu'il n'y aura pas de mort, les gens ne s'intéresseront pas au nucléaire. Cet été quelques vivants risquent de se transformer en cadavres au bénéfice de ceux qui les auront manipulés. Nous, nous n'irons pas à Malville. »

« Gueule Ouverte-Combat Non-Violent », n° 157 du 11 mai 1977

Le titre change. Le nouveau GO-CNV résulte d'une fusion entre la « Gueule Ouverte » et diverses publications émanant d'organisations qui s'intitulent « non-violentes ». Au fil des articles on découvre la signification très particulière que revêt, pour ces organisations, la notion de non-violence.

Expliquons : ces organisations s'estimant en état de « légitime défense » face aux dangers de tous ordres que représente la centrale et la société dont elle serait le plus odieux symbole, très logiquement, aucune action ne saurait être considérée comme illégale, même les plus violentes, les attentats. Plus même, la responsabilité ne peut en incomber qu'à l'Etat ainsi qu'aux lobbies et aux puissances d'argent qui le soutiennent.

Ce premier numéro de « GO-CNV » est à ce sujet, très explicite :

Page 2 signé Arthur

« La Gueule ouverte fusionne avec Combat non-violent » c'est ainsi que l'écologie et la non-violence se sont tout naturellement rejointes. La non-violence comme philosophie, manière d'être...était le refus de la guerre, des armées, de toutes les armées. Que lui manquait-elle ? Sans doute d'élargir le champ philosophique de sa conscience jusqu'aux frontières socio-économiques « Combat non-violent » l'a fait en retrouvant l'économie au Larzac, au Bugey et devant tous les chantiers de centrales nucléaires...

Les armes non-violentes, sabotage, boycott, refus de l'impôt, sont d'essence anarchiste. On appelle ça d'un terme plus engageant : la désobéissance civique. Il s'agit de paralyser l'Etat, notre ennemi à tous en refusant l'impôt direct ou indirect et le travail (collaboration). Mais l'anarchisme n'est pas réductible aux bombes de Ravachol et aux balles de Bonnot. Le désordre, oui, pour lutter contre un certain ORDRE dont on sait qu'il est fasciste ou libéral ou libéral-fasciste ou socialo-fasciste.

Sanglant, non ! [mais] le désespoir, nous poussera peut-être un jour à Malville à choisir entre la servitude et le traumatisme crânien. »

Page 5 : **« Pour un avenir non nucléaire »** signé Yves Lenoir.

« Du 29 avril au 2 mai s'est tenu à Salzbourg une conférence sur le thème « pour un futur sans nucléaire »... Il s'agissait de rappeler qu'en face du complot international et des lobbies industriels pro-nucléaires, aux moyens quasi-absolus mais à la légitimité douteuse, s'est développé un vaste mouvement antinucléaire international, divers mais solidaire.... Le Natural Resources Defense Council (NRDC), a été le grand bailleur [sic pour le â...] de fonds pour l'organisation de ces journées...On a pu ainsi se rendre compte que l'évolution du mouvement en général a lieu en Europe et au Japon et plus spécialement en Espagne et en Italie où la contestation nucléaire a pris un départ

fulgurant complètement intégré à la lutte politique contre l'Etat et les structures oppressantes en place.

...sous l'empire de quel enchantement n'a-t-on pas osé se concerter pour la destruction concrète du système nucléaire avec toutes les armes testées : boycott, grèves, autoréduction, sabotage, destruction délibérée d'installations, etc ? »

Patience, patience, « on » osera quelques années plus tard lorsque cinq roquettes antichar seront tirées sur la centrale une certaine nuit de janvier 1982 ! Mentionnons à cette occasion que l'auteur de l'attentat, M. Nissim, a été un des principaux organisateurs de la manifestation de juillet 1977. Le monde est vraiment petit !

Page 7, « **Action en référé** »

Il s'agit d'une première. A côté des « luttes » classiques, violentes ou non, un autre type de « lutte » s'engage sur les plans administratifs et juridiques. Plus discrètes, moins spectaculaire mais, oh combien plus efficaces ! ce seront, à partir des années 86-87, l'avalanche des procédures et recours engagés sur le plans administratif et juridique. Principalement sous l'impulsion de Mme Corinne Lepage (conseillère juridique des opposants suisses à la centrale avant en 1995 de devenir ministre de l'environnement... en charge du nucléaire !), ces procédures entraveront dans un premier temps l'exploitation de la centrale puis aboutiront finalement à l'arrêt définitif. 1

« Le Juge des référés de Lyon s'est déclaré incompétent pour ordonner, à la demande des Comités Malville et de la FRAPNA, l'arrêt des travaux.

Si le décret d'Utilité Publique de Malville est paru au J.O., le Décret d'Autorisation de Création se fait toujours attendre, parce que divers problèmes de sécurité ne sont toujours pas réglés. Nous verrons la semaine prochaine, à l'aide des documents « NERSA » quels sont ces problèmes ».

Les documents dont il est question, dont le rapport préliminaire de sûreté, ont été « subtilisés » dans les locaux de la NERSA le 19 mars 1977 lors d'une intrusion de militants qui se sont emparés d'une soixantaine de kilos de documents.

Le rapport préliminaire de sûreté est le document de base sur lequel reposent l'instruction et la procédure aboutissant au décret d'autorisation de création de la centrale.

En dehors de la préparation de la manifestation de juillet 1977 à Malville, en ce début mai, est organisée une marche sur Taverny, centre de commandement de la force de dissuasion.

Un « GFA » est constitué pour acquérir 10 ha de terres encore disponibles afin d'entraver l'achat des terrains nécessaires à la construction de la centrale de Golfech dans le Tarn et Garonne.

« **GO-CNV** » n° 159 jeudi, 26 mai 1977

Le titre à la Une : « Malville : objectif 100.000 » Page 3 : « Malville sera caniculaire »

« Le débat violence/non-violence sur l'opportunité de se coltiner un pugilat avec la maréchaussée est clos. La quasi-totalité des comités régionaux ne tient pas à se

mesurer sportivement avec les athlètes de la force publique qui ne sont pas, on ne le dira jamais assez, « des ennemis de classe ».

Question site proprement dit, il sera possible d'organiser des visites commentées par petits groupes et en son et lumière, mais n'en disons pas d'avantage, nous goûterions l'effet de surprise toujours agréable en pareille circonstance...Ce raz de marée populaire déferlera dans toute la région selon un plan qui sera détaillé dans le prochain numéro de « Super-Pholix » et ici même. »

De par ses sous-entendus ce texte est ambigu. Langue de bois ? Qu'est-il sous-entendu par « visites commentées par petits groupes » et par « son et lumière » ? Violents et non-violents, chacun y trouve son compte en fonction des deux interprétations possibles. L'ambiguïté est savamment entretenue, car afin d'atteindre l'objectif des « 100.000 », le souci des organisateurs est surtout de ne pas se couper, et donc de se priver, de telle ou telle tendance

Page 3 : **« Appel »**

« Malville comme à Sévés, comme sur la plate-forme d'Ekofisk, tout est prévu sauf l'erreur humaine. Pour prévenir celle-ci, une seule solution : exclure l'homme. Le nucléaire, c'est le pouvoir incontrôlé des technocrates... »

L'argument mérite d'être relevé, il fait partie des fantasmes profondément enracinés dans l'esprit des opposants au nucléaire. Indestructible...

« La construction de Super Phénix est indissociable de l'ensemble du programme nucléaire français : 170 réacteurs en l'an 2000 »

Argument fréquemment rencontré dans les années 70, la démesure du nombre des réacteurs à construire : de 150 à plus de 200. Chiffres ridicules, destinés à impressionner, à faire peur, à dénoncer la démesure du programme français. De même, pour les surgénérateurs, le chiffre de plusieurs dizaines à la même échéance de l'an 2.000 était avancé (Cf la déposition de M. Raymond Avrillier devant la Commission d'enquête parlementaire en mai 1998).

Trente ans après ces arguments semblent bien ridicules. Pour se justifier les opposants ergotent expliquant que ces chiffres auraient été avancés en se basant sur des centrales nucléaires dont la puissance unitaire n'était que de 250 MWé.

L'argumentation est fallacieuse. En 1977, date à laquelle ces chiffres ont été avancés, EDF avait opté depuis longtemps pour des centrales d'une puissance unitaire de 900 et 1300 Mw électriques. Rappelons que cette même année, Fessenheim (2X900 Mwé) était en cours de démarrage et que les quatre tranches du Bugey (4X900 Mwé) étaient en cours de finition. (Bugey 2 a démarré en 1978 et les tranches 3, 4 et 5 dans l'année qui a suivi). Les opposants omniprésents sur tous les sites ne pouvaient l'ignorer.

« Le risque de pollution chimique et radioactive généralisée est considérable (usage de sodium et de plutonium). D'autres sources pourraient suffire à une consommation plus réfléchie. Les surgénérateurs produiront des tonnes de plutonium et 8 kg suffisent à fabriquer une bombe.

C'est pourquoi nous appelons la population à s'unir contre ce « projet démentiel propulsé à coups de mensonges » [citation de M. Haroun Tazieff] et à participer massivement aux rassemblements dans toute la région de Malville le 30 juillet 1977, pour converger en marches pacifiques vers le site, le 31 juillet ».

Page 4, : **« Malville et la bonté »** signé Pierre Jacques

« Bonté c'est l'un des noms qu'on pourrait donner à cette putain de non-violence qui nous sort par les trous de nez.

Non-violents-perroquets qui s'enferment dans un labyrinthe bidon qu'ils ont construit eux-mêmes avec des mots...

Jetons encore à la poubelle, avant de quitter le royaume des mots et des concepts, cette étiquette pompeuse d'ÉCOLOGIE. Aucun d'entre nous, sauf quelques scientifiques fossilisés et encroûtés, n'est mû par le besoin ou le devoir d'« étudier l'habitat »...

Violence révolutionnaire : j'aime les paysans algériens égorgeant des colons qui les exploitaient depuis des générations...j'aime les Basques qui, en ce moment même, tuent les Gardes civils...

Ce n'est pas pour préserver les équilibres biologiques que j'irai à Malville, pas pour sauver mon âme : c'est pour saboter, détruire un instrument (l'UN des instruments) de l'Etat technocratique, monstre froid qui avilit, confisque, détruit tout ce qui importe dans la vie, la bonté. Mon combat est violent et n'aura pas de fin »

Sans commentaire.

Heureusement d'autres visions existent et s'expriment, s'expriment même très bien, toujours page 4 :

« Malville est notre créature

Malville et son débat, c'est le délire. Quatre pages par semaine dans la « Gueule Ouverte ». J'en peux plus de rogne. L'écologie sombre corps et bien, personne ne semble s'en rendre compte. De l'écologie, je ne sais rien de plus sinon que ça devrait être de l'intelligence en action, de la sensibilité, de la lucidité, un regard neuf, corrosif posé sur nous-mêmes et nos objets. Commence sérieusement à en douter. On régresse !. On n'est pas sorti du Moyen Age.

Vous faut du mythe, hein ? Du symbole. Romantisme pas mort. Tout plein la tête d'une imagerie révolutionnaire d'Epinal : 1789, 1870, 1917. Les barricades. Debout les peuples. Poudre et chants. Vous faut une Bastille. Un Idéal, Gandhi, Machin... Symbole, symbole. Dieu pas mort. Messe, communion, mysticisme de la manif, violente, non-violente.

Mais bordel de merde, quand est-ce qu'on va en sortir de ce marécage ? Qu'est-ce qu'on est censé aller faire à Malville ? Qui peut me le dire ? Quoi ? Occuper un site ? Symbolique du château fort. Et si on occupe Malville, violemment ou non, qu'est-ce qu'on fait ? Rien, on occupe ! Ah, on occupe. Trois mois, un an, deux, trois. Et après ? L'Apocalypse, c'est pas Malville mes tout bons, Malville ce n'est qu'un lieu en France. L'Apocalypse c'est tout autour !

...Je récus le racisme anti-flics, anti-gros cons. Trop facile. C'est débile. Non Arthur, non F. d'Eaubonne...L'écologie, ce doit être l'intelligence, le désir en marche, pas l'exclusion le mépris.

Alors, la révolution, c'est pour quand ? Jamais ! Y a jamais eu de révolution, vous comprendrez ça quand ? Mythe, nom de Dieu. Symbole ! Y a évolution plus ou moins rapide selon les époques. Pas révolution, sinon dans le discours des nouveaux maîtres en place. Rêvez pas, regardez la réalité en face. On est en 1977, vous entendez 77. Et la tour Maine-Montparnasse ça existe. Et le nucléaire. Et Concorde... On ne retourne jamais en arrière on infléchit.

Je ne dis pas vive Concorde. Je dis ça existe. Partir du réel et si ça ne nous plaît pas, proposez autre chose. On propose rien. Parfaitement. Rien. Que dalle. Nib de nib. Du bricolage. Des conneries. Rien à partir d'une réalité économique et sociale. Du rêve. De la peur. Dire que « c'est aux gens de proposer eux mêmes » (qui c'est ça les gens ?) relève de l'escroquerie pure et simple. Du discours pour masquer notre incapacité à entreprendre...L'Europe crève du mythe de la révolution. Ah ! le Grand Soir...frisson.

Le Pouvoir avec un grand P, ça n'existe pas. On se laisse piéger par des concepts vides...Nous sommes tous responsables...Diluez pas, nommez. Dites pas l'Etat, le Pouvoir, l'EDF, dites : vous, moi, les travailleurs d'EDF.

Ca vous fait hurler, hein ? Fasciste que vous dites ! Décrassez donc vos têtes de vos stéréotypes marxisants, on discutera après.

Alors Malville c'est quoi ? Qu'est-ce qu'on va y faire ? Expliquez-moi, en détail. »... A encadrer !

Egalement au menu et sur la sellette du N° 159 : la centrale de Cattenom (nouveau groupe anti nucléaire en Moselle), les centrales de Gravelines (rassemblement d'entrave le 25 juin) et de Cruas Meysses avec des interventions de Haroun Tazief et d'Alain Bombard

GO-CNV N° 160 du 2 juin 1977

Page 3 : on y lit :

« Centre de rencontres Les Circauds

Oyé 71670 St Julien de Civry

Session technique de luttes non-violentes

Du 21 au 30 juillet 1977 »

« Il existe un certain nombre de techniques de luttes spécifiques à la non-violence. D'autre part cet été il y aura plusieurs actions et rassemblements. Nous essayerons donc de voir au cours de cette session comment utiliser ces techniques autant pour mener une lutte offensive que pour faire face à la répression. »

GO-CNV N° 161, 9 juin 1977

L'actualité : Flamanville (manifestation du 10 avril 1977), Le Pellerin (enquête publique). Pour Cruas et Saint Maurice l'Exil, l'actualité antinucléaire est chargée, réunions dans la vallée du Rhône avec Haroun Tazief et le Pr. Lebreton.

« Il s'avère que le nucléaire aura du mal désormais à passer dans la vallée du Rhône. L'EDF a réussi par surprise le coup de Bugey, Malville fut son Chemin des Dames, Cruas et Saint Maurice l'Exil, Saint Etienne des Sorts seront les étapes de sa Bérésina ».

GO-CNV N° 162, 13 juin 1977

Page 10 : ***« Malville : de la peur à l'amour »*** signé Isabelle Cabut

« Je reviens de Malville où j'ai pris la succession d'Asselin au Comité de Coordination. Je suis en super forme, dynamique, confiante, gaie, heureuse, un comité de lutte où il arrive que soient prononcés, sans que le sourire qui les accompagne soit de dérision, des mots comme « amour », « plaisir » [à rapprocher du discours de Chaïm Nissim, « L'amour et le monstre, roquettes contre Superphénix »]. C'est quelque chose de nouveau, c'est quelque chose d'écologique. Tant pis si vous trouver que je radote, je le répète encore une fois : si révolution il doit y avoir un jour, révolution vraie, irrémédiable, irrécupérable, c'est de chez ceux qui auront participé à la résistance contre Superphénix qu'elle partira.

Le refus du nucléaire aura accompli ce prodige de rassembler sur le thème de leur défense des gens dont les choix fondamentaux, les moyens, les schémas, les approches politiques étaient jusqu'alors contradictoires. Nous apprenons...à ne plus avoir peur de l'autre.

...Abolir la peur en appelant à un rassemblement pacifique non-violent sans pour autant en exclure a priori les minorités dont l'analyse les porte à un autre choix. Inutile de les craindre, de chercher des stratégies pour les empêcher d'approcher puisqu'on sait que toutes les décisions seront prises en toute cohérence, en toute ouverture d'esprit, en tout amour, sur le terrain même, au fur et à mesure par un comité de coordination composé de représentants de chaque groupe...

Je n'ai pas peur des « violents », étiquette maladroite et très limitative, puisque je sais ma « non-violence » intériorisée, raisonnée, dicible, aussi forte que sa « violence », c'est un être humain responsable, doué d'expression et du pouvoir de sa conscience en face d'un autre être humain doué des mêmes attributs. Nous irons l'un vers l'autre pour créer ensemble une dynamique, non l'un contre l'autre. »

Un angélisme confondant qui laisse abasourdi, surtout lorsqu'il émane d'une personne responsable et organisatrice de la manifestation à venir.

Autre article, plus terre à terre :

« Faire annuler le décret d'autorisation de création mais c'est très simple ! » (Le décret d'autorisation de création venait d'être promulgué, le 12 mai 1977)

« Six associations écologistes, par l'intermédiaire de la commission juridique de la coordination, vont déposer, dans la semaine, des recours en Conseil d'Etat contre le décret d'autorisation de création de Superphénix.

Il est probable que nous pourrions faire annuler ce décret. Il n'est pas impossible que nous puissions avoir un « sursis à exécution » de ce décret avant le 30 juillet.

Le vice de forme sur lequel s'appuient nos recours est en effet aussi gros que flagrant...puisque'il s'agit d'une absence d'enquête locale. »

Les termes du recours déposé en vue de faire annuler le décret d'autorisation de création :

« Demande d'annulation du décret du 12 mai 1977 autorisant la création par la société NERSA d'une centrale à neutrons rapides de 1200MWe sur le site de Creys Malville...

Conformément à l'article 3 du décret du 27 mars 1973 relatif aux installations nucléaires, une centrale ne peut faire l'objet d'un permis de construire sans la réalisation au préalable d'une enquête locale [publique]

...Il est précisé que cet article permet de se dispenser et d'éviter cette enquête locale si au préalable a été réalisée « une enquête préalable à une demande de

déclaration d'utilité publique » et que cette enquête s'applique à un « projet conforme » à celui faisant l'objet du permis de construire

...M. le Ministre [a visé] dans le décret une enquête réalisée en octobre 1974...cette enquête a été faite au vu d'un avant projet (et non pas d'un projet) antérieur au 30 septembre 1974. Or à la lecture du permis de construire on relève que le projet actuel a été considérablement modifié et complété [par rapport à l'avant projet de 1974].

Par ces motifs [non conformité entre l'avant projet base de l'enquête de 1974 et le projet actuel base du décret d'autorisation de création], annuler purement et simplement le décret du 12 mai 1977.

Explication : le 9 mars 1977, un « commando » formé d'un groupe d'opposants envahit les locaux de la Nersa et s'empare de 60 kilos de documents dont le rapport provisoire de sûreté. Dans le recours il est fait allusion aux différences constatées entre, d'une part, le contenu de l'avant-projet de la centrale soumis en 1974 à enquête et, d'autre part, le contenu du rapport préliminaire de sûreté. Par rapport à l'avant projet de 1974, ce dernier document de 1977 est plus récent et, évidemment, beaucoup plus complet puisqu'il intègre le résultat des études poursuivies entre 1974 et 1977. Il intègre également les demandes complémentaires émanant des autorités de sûreté.

Constater les différences ne constitue nullement d'une anomalie. Il s'agit d'une évolution normale dans le temps, de l'avancement de l'instruction par les autorités de l'Etat des dossiers de création relatifs aux grands ouvrages soumis à autorisation.

Un rapport de sûreté n'est pas un document figé. Il évolue et intègre l'avancement des études, les modifications apportées aux l'installation puis le résultat des essais de mise en service

Sa première mouture est le **rapport préliminaire** (celui subtilisé à la Nersa), il est la base à partir de laquelle est élaboré le décret d'autorisation de création. La seconde mouture, beaucoup plus complète est le **rapport provisoire**, base de la délivrance des autorisations de chargement du combustible et du démarrage.

La version finale est le **rapport définitif** de sûreté intégrant le résultat des essais de démarrage et les modifications apportées à l'installation lors de sa mise en service.

Le recours déposé sera tout à fait normalement rejeté.

L'actualité du même numéro traite des barrages de Naussac et de Villerest sur la Loire barrages qualifiés « d'égout du nucléaire » en référence à la régularisation du débit de la Loire, ces barrages étant situés à l'amont des centrales de la Loire Belleville, St Laurent et Chinon.

GO-CNV N° 163, 23 juin 1977

Pages 8

« **Chronique malvillesque** » signé Asselin

« *Ne pas se tromper de guerre nous raconte l'ami Pierre Radanne dans l'article qui suit.*

Ne pas se tromper de guerre ont répondu les comités Malville, lançant après de houleux débats, le projet d'un rassemblement-marche massif et pacifique.

Ne pas se tromper de guerre, mais ne pas éviter la bataille, nous ont appris les paysans nantais en prison pour « faits de désobéissance civile »

Allusion à une manifestation contre un projet de centrale à implanter au Pellerin en Loire Atlantique.

Page 9 Un article « **Malville n'est pas Brokdorf** » signé **Pierre Radanne** et C. Beulhausen, Amis de la Terre

Sans nul doute l'article le plus clairvoyant et le plus intéressant écrit au cours de la préparation de la manifestation. Tout y est prédit, l'inévitable violence de l'affrontement avec les forces de l'ordre, les conséquences de cette violence que seront d'abord le drame de la mort de Vital Michalon puis la coupure du mouvement d'opposition à la centrale d'avec la majorité de l'opinion, l'inutilité d'une manifestation mal préparée et aux objectifs trop ambigus qui ne peut que dégénérer.

« **Malville est devenu le symbole de la lutte antinucléaire en France, il faut qu'en août quelque chose de décisif se passe et que le projet soit abandonné. A partir de ce constat unanime chacun va de son conseil : il faut foncer, il faut occuper le site, il faut être non-violent, il faut mobiliser la population...**

Pour convaincre, chacun choisi ses modèles, on en appelle à d'autres symboles : Wyhl, le Larzac et maintenant Brokdorf et Grohnde... »

(Voir le chapitre 5-2 sur les manifestations qui se sont déroulées en Allemagne à Whyhl, Brokdorf et Grohnde.)

« **Avec Françoise d'Eaubonne beaucoup sonnent du clairon, pour le grand soir d'été, tirant des dernières manifestations allemandes une leçon fausse.**

Les manifestations spectaculaires auxquelles il est fait référence eurent lieu à Brokdorf le 13/11/1976 et les 12/9 et le 18/3/1977 à Grohnde.... Les manifestations ont révélé au public la mise en place d'une société policière, il y a même préparation de l'Etat allemand à une situation de guerre civile au-delà du nucléaire.

Le système de défense des sites a été considérablement amélioré...même avec 10.000 manifestants, il est impossible d'envahir un chantier bien défendu, sauf au prix d'un grand nombre de blessés.

En février on a vu le KB (Kommunistischer Bund) empêcher un autre groupe, le KBW (Kommunistischer Bund Westdeutschlands) d'attaquer la police et la protéger. Les manifestations violentes sont l'œuvre de quelques groupes ou individus très militants des grandes villes ou descendus des facs et non celle de la population locale...conséquences alarmantes, avec l'usage de la violence, il y a eu scission dans les mouvements antinucléaires. Les associations de défense locales se désolidarisaient des actions dures et, une fois de plus, le commun des mortels éprouvait de la sympathie pour ces associations et de l'indignation contre la violence. Beaucoup comprirent la protection du site par la police. Cette compréhension fut renforcée en mars quand à Grohnde, beaucoup de manifestants "armés au nom du peuple" participaient à la manifestation.

Le soutien des associations locales est absolument indispensable, elles représentent l'implantation réelle des idées antinucléaires. Il est clair que l'usage de la violence détruit ce contact.

Brokdorf et Grohnde avaient pour objectif lors des combats, l'occupation des sites en construction. Ces manifestations se sont soldées par des échecs. Les places n'ont pas été prises. Est démontrée ainsi l'impossibilité d'occuper des sites dont le chantier est avancé.

Des partis d'extrême gauche voyant dans le mouvement antinucléaire la contestation la plus puissante actuellement ont cherché à la canaliser (KPD). Ce fait n'est pas spécifique à l'Allemagne, on constate le même entrisme de la Ligue Communiste révolutionnaire (LCR) et de l'OCT dans la coordination Malville.

En somme, si une manifestation violente peut avoir lieu à Malville, elle peut avoir l'avantage de frapper l'opinion en profondeur. Par contre, si son but est de prendre le site lui-même, alors là les gars vous vous gourrez... le mythe soixante huitard du combat de rue est démodé. Depuis 1968, la police a changé.

Le débat violence/non-violence cache en fait une erreur d'objectif. Quel est l'objectif de la manifestation de juillet à Malville...c'est l'entrave du chantier par la population et les militants, et ce pour une longue durée.

Le 31 juillet, la manifestation doit créer le choc psychologique qui permettra de mobiliser pour l'organisation de l'entrave...si les organisateurs s'avèrent incapables de programmer des actions cohérentes dans cet objectif au-delà du 31, ils prendront la grave responsabilité d'encourager les débordements et la violence car alors l'occupation militaire du site apparaîtra à beaucoup comme la seule action possible.

Malville, nous le savons, peut très mal tourner. »

L'avertissement est on ne plus clair. Il s'avèrera inutile.

GO CNV N° 164 du 30 juin 1977

Page 7 : « **La coordination ça marche !** » signé J. L. S.

« Ainsi donc après la marche antimilitariste Haguenau-Lauterbourg un long serpent des luttes se déroulera de l'Alsace à Malville pour continuer jusqu'au Larzac.

Conscients que ces luttes, expression d'une pratique autogestionnaire, sont toutes convergentes, les groupes locaux entendent montrer leur volonté de coordination par l'organisation d'une marche. Celle-ci passera par quelques points chauds :

22/07 Erstein, mât météo dans le cadre de la construction d'une centrale nucléaire

23/07 Balschwiller, près de Fesseheim

24/07 Vandoncourt expérience d'autogestion communale

25/07 Besançon, où les Lip luttent depuis 4 ans, menace du canal Rhin-Rhône, réflexion sur la militarisation de la société

26/07 Lons le Saulnier, ville de garnison ; Fête pour la démilitarisation

27/07 Sennecey le Grand opposition à un projet de surgénérateur

28/07 Lyon dénonciation du tribunal militaire siégeant à Lyon

Les journées du 30 et 31 juillet verront les marcheurs rejoindre le grand rassemblement antinucléaire prévu à Malville.

Par la suite **la marche poursuivra son chemin vers le Larzac** (rassemblement les 13 et 14 août sur le plateau) **en passant plus particulièrement par :**

- **Cruas Meysse** où la population lutte contre un projet d'installation d'une centrale nucléaire qu'elle a refusé très largement,
- **Saint Maurice l'Exil**, centrale nucléaire
- **Naussac**, où la population s'oppose à un projet de barrage qui doit noyer une commune et servir au refroidissement des centrales en aval et vraisemblablement de bassin de décantation à une mine d'uranium proche. »

Page 4 : « **Paluel : échec et reculade** » signé Y.B.C

« En juin 1975, 4.000 personnes étaient venues protester contre la centrale atomique... Le 26 juin 1977 les travaux préliminaires ont commencé...et seulement 300 personnes sont venues manifester leur opposition. L'échec est là, patent, écrasant. Les tensions militantes sont à vif. C'est consternant.

...La propagande antinucléaire doit être délivrée à doses homéopathiques.

Dimanche 26 juin 300 personnes ont assisté à **l'enterrement d'une lutte** qui ne pourra renaître que dans la mouvance d'une victoire à Malville.

Trois cents personnes ont assisté impuissantes, et quelques-unes ont saboté pour longtemps le fragile travail de ceux qui depuis un an tenaient un stand d'information. **En effet les éternels frustrés de la bagarre, les héros du jour, les anciens combattants de demain, souvent et malheureusement, membres de la Fédération Anarchique, étaient venus appliquer leur catéchisme et, selon leur dire : Relancer la violence révolutionnaire tout en s'interrogeant «pour savoir si la télé parle d'eux ». Jets de pierres, brèches ouvertes, munchakus [fléau japonais] à peine dissimulés sous le blouson, ils ont débordé la manifestation et provoqué les gardes mobiles »**

Page 14, Autres manifestations prévues :

Flamanville : « Le Comité de Reprise du Site (CRS...) avec le CRILAN, envisage une action offensive de masse pour le 15 août afin de faire suite à la fête antinucléaire de **La Hague** le 14 août. »

Fête antinucléaire à **Golfec** les 2 et 3 juillet

Nogent sur Seine : marche le 26 juin

GO CNV N° 165 du 5 juillet 1977

Page 6, le titre : « **La technique pour prendre Malville** »

« **Vous arrivez le 30 juillet au matin...**des groupes d'accueil vous aborderont le long des routes, bien avant les points chauds...

Bien sûr, rassemblez le maximum de matériel nécessaire à votre autonomie, moyens de communication : vélos, motos... pensez aux matériaux divers : couchage, bouffe...**Pensez aussi à tout ce qui vous semble « essentiel » au bon déroulement de ces deux journées ! (sans commentaire !)** »

Nota : le surligné et l'écriture en gras sont dans le texte du journal. C'est également sans commentaire...et sans ambiguïté !

Page 6, allusion à la manifestation de juillet 1976 et à la pénétration sur le site :
« Le mythe de la barrière ainsi que la barrière s'effondre. Il faisait beau et la coordination achevée quelques joyeux sbires s'en allèrent sur le site de Malville...Devant le site, personne, pas de gendarmes, rien...Notre trentaine de bonshommes et de bonnes femmes se lance sur la barrière, secouent et quatre poteaux de béton se cassent, bêtement, sans forcer ! Vous imaginez ? A cent mille ? Pfouutt... »

Facile n'est-ce pas ? Il suffit de pousser un peu. Quatre poteaux à 30, combien à 100.000 ? A trois semaines de la manifestation c'est une incitation on ne peut plus directe à enfreindre l'interdiction d'accéder au site malgré la détermination affichée par les autorités et ses avertissements.

GO CNV N° 165 du 14 juillet 1977

Page 11 titre : **« Malville : objectif 100.000 »** signé Asselin

« Aux assises de Morestel, l'enthousiasme permettait d'y croire. Il s'avère que nous n'avons pas compté avec l'invraisemblable foisonnement des fantasmes de ceux qui n'ont pas évacué leur névrose de violence, de guerre héroïque et de haine primaire.

Des gens de Grenoble n'ont-ils pas gâché de l'énergie jusqu'à écrire à l'adresse de la coordination Malville : « On vous crèvera, charogne ; nous voulons vivre sans limites, dans un monde sans limites » Tout cela parce que ladite coordination n'a pas retenu leur limite qui est celle du bambou japonais...

Débat intéressant, mais tout dépend de la longueur du bambou...

A Malville les gens ont parlé à tort et à travers.

Tant pis et tant mieux, nous en avons tout simplement besoin.

A tous ceux, Amis de la Terre, gens de la CFDT, gens du PSU et d'ailleurs...je dis venez. Ne prétextez pas l'irresponsabilité des organisateurs

Page 11 : **une lettre des Amis de la Terre de Paris** adressée à tous les groupes écologistes via GO-CNV, Libération, le PS, la CFDT... et **signée Brice Lalonde**

« Paris le 5 juillet 1977

Chers amis

Vous êtes comme nous, fermement opposés à la construction du surgénérateur...vous attachez donc ...de l'importance à la réussite des manifestations ...or il semble que l'inquiétude s'empare de nombreux opposants à Super Phénix, au point de les dissuader d'aller à Malville devant l'imprécision des conditions d'organisation des manifestations et des objectifs qui leur sont assignés.

Les bruits les plus abracadabrants circulent sur les intentions de certains et les moyens qu'ils se donnent. Les opinions les plus extrêmes s'opposent sur ces deux journées. Nul ne tranche, nul comité d'organisation ne prend la responsabilité de dire clairement comment se déroulera la manifestation.

....Ignorant tout de la réalité militante et politique des soi-disant « comités Malville » ou des soi-disant « coordinations », nous refuserons d'appeler aux manifestations de Creys Malville si :

- 1) L'engagement n'est pas pris par les organisateurs de se donner tous les moyens d'interdire les provocations et actes de violence concertés,**

**2) Et que cet engagement n'est pas garanti par un collectif d'organisation comprenant au moins les organisations locales, MAN, PSU, CFDT, avec les groupes locaux...
Amicalement »**

En réponse à cette lettre des Amis de la Terre, deux articles page 11 du même numéro de GO-CNV.

a) Un article des Amis de la Terre de Marseille :

« **Brice Lalonde endosse entièrement le vêtement du bureaucrate** alors qu'il n'a pas encore réussi à nous faire avaler son projet de fédération nationale des Amis de la Terre qui, dans sa forme où il nous a été proposé, ne ferait que légitimer sa prééminence sur les groupes locaux.

Trop tard, Brice, tu es déjà un vieux politicien dans un mouvement qui va te rejeter.

La peur n'est pas dans notre camp...

Marseille le 10 juillet 1977 »

Un article signé des « **Isolés Réunis** » : Françoise d'Eaubonne, Vincent Roulet, Eric Marty, Francis Fratzène :

« **La position démissionnaire...A refuser le bambou japonais, on pousse certains à astiquer le fusil italien...**

Si nous ne venons pas à Malville, ce sera pour une crainte légitime et à deux niveaux :

Physique. Affronter à la fois les flics et le Service d'Ordre « non violent », c'est trop. On n'est pas des héros.

Politique. Nous prévoyons de graves désordres en raison même de l'orientation pacifique et non-violente d'une action qui, pour être de légitime défense, se devait d'être contre-violente [« contre-violence, une nouvelle notion à prendre en compte, mais comment l'interpréter ?]

Des débordements du type le plus grave peuvent demain se passer, conséquence directe du puritanisme non-violent qui a refusé de voir la réalité en face et de nous écouter. Ces conséquences fort inquiétantes seraient immédiatement mises sur notre compte à nous contre-violents. Nous refusons de porter le chapeau...etc. »

Seuls comprendront ceux qui savent ou croient savoir ce qu'est la « contre violence ». A lire F d'Eaubonne, "contre-violent" semble ici vouloir signifier "ultra-violent", sauf erreur dans l'interprétation et la hiérarchisation effectuée entre le bambou japonais et le fusil italien.

Page 16, « **Lettre ouverte à un fonctionnaire mal logé** » signée Arthur.

Le « fonctionnaire mal logé » est M. Marcel Boiteux alors Président d'EDF dont l'appartement vient d'être plastiqué. Cette lettre est symptomatique d'une certaine idée de la non-violence, celle de la « Gueule Ouverte-Combat Non-violent ».

L'article présente un condensé des griefs des antinucléaires militants, il est symptomatique des amalgames justifiant leurs « luttes contre la société du nucléaire ». L'intérêt premier de cette lettre « adressée » à M. Boiteux réside dans le choix des mots, dans sa tournure générale et son style révélateur du ressentiment, de la haine viscérale qu'éprouvent certains militants vis à vis de ceux qu'ils qualifient de « **chefs-bourgeois-hauts fonctionnaires** ».

Cher Monsieur Boiteux,

Je comprends parfaitement qu'il soit fort désagréable d'être réveillé en sursaut vers deux heures du matin, dans le premier sommeil, et de se retrouver en pyjama au milieu des gravats. J'ai vu des photos de votre immeuble bourgeois démantibulé par une bombe. Je n'aurais jamais cru les immeubles bourgeois si fragiles. Derrière la pierre de taille, le vide. Si les promoteurs se mettent à duper les bourgeois eux-mêmes, c'est qu'il y a quelque chose de pourri.

...je n'arrive pas à me solidariser avec la presse qui condamne cet attentat. Normalement je devrais, moi qui suis incapable d'abréger la vie d'une mouche. Mais rien à faire. Ça ne sort pas.

...Le fascisme technique que vous mettez en place, mon cher Boiteux, va rationaliser l'horreur à un point pas croyable.

Que se passe-t-il derrière la façade de la fourniture du courant électrique ?

Il se passe que tous les pays du monde plus puissants que la République d'Andorre, disposeront bientôt par vos soins, M. Boiteux, de l'arsenal atomique. Il se passe que tous les peuples du monde seront victimes du chantage nucléaire. Il se passe que tous les dominants du monde du Brésil à l'Allemagne auront l'arme suprême de la domination. Plus un mot plus un geste ou nous faisons tout sauter...

Dans l'usine planétaire, M. Boiteux, la liberté d'aller pisser se monnera cher.

Pour dominer les hommes, et les exterminer, les chefs-bourgeois-hauts-fonctionnaires ont toujours excipé d'une autorité supérieure, d'une raison d'Etat indiscutable. Ce furent les guerres, la défense du sol patriotique. C'est aujourd'hui l'énergie nucléaire. Les sociologues vous le diront : en passant d'une société non nucléaire à une société nucléaire, nous faisons un saut analogue à celui que firent les sociétés tribales découvrant l'agriculture. L'homme nucléaire figé sur place, stabilisé par les robots de la sécurité nucléaire, alourdi par l'amiante et le dosimètre obligatoire, encombré de flics-déchets et de déchets-flics, se déplacera moins aisément que le chasseur d'antan reconverti en laboureur. Imaginez ces grands espaces subitement bornés par la fin du champ. Pour nous qui avons la planète dans la tête et les galaxies dans le cœur, cette cour de prison est désolante.

Que savez-vous de la démocratie ? Que faites vous des peurs et des désirs des peuples ? Avez vous vu les chiens casqués abattre leurs crosses de fusil sur les nuques des femmes et des enfants antinucléaires...Avez-vous travaillé la trouille au ventre dans les mouroirs bien surveillés de La Hague...

*Vidangez votre esprit de tous vos credos. Faites œuvre de science, doutez ! Regardez les nazis mettre la main noire sur le nucléaire international...Ecoutez les gens vous dire qu'ils ne veulent pas de vos centrales nucléaires. Dites-leur qu'ils seront privés du dessert électrique en 1985 et restez-en là ! Votre rôle s'arrête là en démocratie. **Le reste appartient au peuple, ce peuple qui n'a jamais été renseigné, jamais informé, jamais été consulté mais toujours été berné et souvent été frappé.** »*

Signé Arthur

2 La manifestation des 30 et 31 juillet 1977

2-1 Les derniers préparatifs

« Libération » du 25 juillet

« Comment se passeront les journées de 30 et 31 juillet proprement dites ?

Pour la journée du 30, des forums seront organisés sur les différents points de rassemblement...la politique énergétique, le nucléaire et l'emploi, société nucléaire et société policière, le nucléaire civil et militaire, le nucléaire et la santé, les luttes antinucléaires, les autoréductions de 15% [sur le paiement des factures d'électricité].

La grande inconnue bien sûr, c'est la journée du dimanche 31. En principe les comités Malville ont prévu une marche convergente vers le site. Mais, et c'est bien là qu'est tout le problème que chacun sait, il y aura suffisamment de CRS à Malville pour empêcher quiconque d'approcher très près du chantier. Alors affrontement ou pas affrontement ? On en a débattu pendant des mois. Pour finir la coordination des comités Malville a appelé à un rassemblement pacifique et non-violent qui n'excluait pas certaines actions comme le découpage de barrières... Par crainte des affrontements et prenant prétexte de cette petite phrase, le PS et la CFDT ont préféré appeler à manifester ailleurs et la veille...

Les comités Malville ajoutent qu'ils mettront en place « des groupes de protection » garantissant le caractère pacifique des marches.

« Le Progrès » du 28 juillet (article de Pierre Mérindol)

« La mobilisation n'est pas la guerre, mais elle crée les conditions d'un conflit car, par destination, elle emmagasine et concentre la violence. Les forces de l'ordre ont reçu pour consigne de défendre autour du site, un vaste périmètre interdit par arrêté préfectoral. C'est le contrôle de ce « no man's land » qui est l'enjeu même des grandes manœuvres préparées de part et d'autre dans le plus grand secret.

L'expérience désastreuse faite par les services d'ordre de la République fédérale allemande, à Brockdorf, dans des circonstances identiques, a décidé le préfet à masser les troupes dont il dispose le dos aux grillages de la centrale »

« Nice Matin » du 30 juillet indique que les autorités ouest-allemandes ont transmis aux policiers français un film montrant les violents affrontements qui avaient opposé à plusieurs reprises, en RFA, les forces de l'ordre à certains éléments, en particulier à Brockdorf.

« Le Matin » du 29 juillet

Ce numéro du Matin contient deux articles très intéressants dans la mesure où ils présentent deux visions et deux motivations très différentes.

Le premier intitulé **« l'ardente obligation du référendum »** par A. Touraine.

« On peut dès maintenant affirmer qu'il y aura l'avant et l'après Malville ...La peur d'accidents dramatiques, la crainte de voir s'accumuler des déchets restants radioactifs pendant des centaines et des milliers d'années... l'association de l'image de la centrale nucléaire à celle de la bombe atomique

ont fait de la construction massive des centrales nucléaires et surtout des surgénérateurs le lieu de rencontre où se forme une opposition populaire à des décisions industrielles prises au plus haut niveau et dans le plus grand secret.

...Face au secret et à l'orgueil de la technocratie, ce n'est pas la prudence des spécialistes, biologistes, physiciens ou économistes qui pouvait se faire entendre ; ce ne pouvait être que le refus global d'une population.

D'un côté...les choix qui ont été faits sont présentés comme ceux d'EDF qui, seule, dispose des données techniques et des calculs économiques... et, de l'autre, l'opposition qui recourt de plus en plus massivement à un refus global de la société industrielle et à la peur d'une catastrophe. Cet affrontement de la nécessité économique et de la survie, quand il est présenté en ces termes, ne peut mener qu'à un affrontement violent, à une guerre de religion.

...Les uns disent que l'énergie nucléaire est bonne, d'autres qu'elle est mauvaise. Les uns parlent chiffres, les autres accidents et catastrophes. Mais presque tous semblent faire de l'énergie nouvelle une force qui entraîne par elle-même et inéluctablement la société soit vers l'abondance soit vers l'apocalypse. C'est cette représentation qu'il faut rejeter. La croyance dans le progrès technique héritée du siècle passé... est devenue inacceptable.

...L'essentiel est aujourd'hui de refuser la soumission de la société à la technologie. Nous savons que nous aurons un besoin croissant d'énergie...je dis même que nous avons besoin et que nous aurons probablement besoin d'électricité d'origine nucléaire et qu'il faut se méfier du grand refus autant que de la soumission. Mais il faut par un acte de foi concret et symbolique décider que c'est la société qui choisit son mode de croissance et non pas la technique et derrière elle la technostructure et la technocratie.

Le moment est venu de faire accepter l'ardente obligation du référendum et de la grande campagne d'information et de discussion qui doit la précéder pour que le pays choisisse, non pas pour ou contre l'énergie nucléaire, mais pour un certain type d'avenir et de vie collective.

Dans quelques heures la manifestation engagera l'avenir. Si elle échoue, le grand débat démocratique est compromis et nous nous engagerons de plus en plus résolument, sous la bannière de la droite ou de la gauche, vers une société technocratique. Si elle tombe dans une violence favorisée par l'esprit du grand refus, elle compromet tout autant et peut-être plus durablement les chances de ce débat.

Mais si elle se donne pour objectif ce débat, l'arrêt de la construction et, dès le lendemain des législatives, la préparation d'un grand référendum...elle restera dans notre histoire comme un bond en avant de la démocratie. »

Le second article, « Morbleu, Malville ! », est signé C. Philibert, journaliste à la « Gueule Ouverte » :

« Le nucléaire porte en lui les germes d'un nouveau totalitarisme...les sociétés industrielles de gaspillage organisé, militaristes et hiérarchiques, ont créé l'industrie nucléaire et celle-ci contribue à perpétuer celles-là...

L'ampleur de ses dangers, la rigoureuse organisation d'une nécessaire division des tâches, l'indispensable contrôle de l'économie du plutonium, impliquent que même l'industrie nucléaire dite pacifique, électrogène, accroisse le fossé entre la masse des « citoyens consommateurs » et l'élite scientifico-policière seule capable (et encore !) de maîtriser le problème.

L'énergie nucléaire est une énergie de croissance, croissance du profit, du gaspillage, de la pollution.

Nous lions bombes atomique et centrale nucléaires... [leur] rentabilité implique la prolifération des bombes atomiques...derrière l'arrêt immédiat de la construction de Superphénix, c'est bien l'abandon de la filière surgénératrice et aussi celui de la force de frappe qu'il s'agit aujourd'hui d'exiger, ou plutôt d'obtenir »

« Quotidien Rhône-Alpes » du 29 juillet

« Les détachements précurseurs sont en place. Deux mille gendarmes mobiles campent à Morestel et sur le site...

Les « écologistes » commençaient à arriver hier après-midi...A Morestel la population regardait d'un œil étonné ces jeunes gens hirsutes et débraillés dont le laisser-aller se donnait libre cours sur les pelouses soignées qui entourent la mairie.

Il en arrivait de Suisse, d'Italie, de Hollande, de Belgique calqués sur le même modèle.

Leurs dirigeants...ont hier soir, au cours d'une conférence de presse, déclaré que malgré l'interdiction préfectorale, les centres d'accueil demeureront et que, le 31 juillet, les marches convergeront vers le site.

A l'objection de perturbateurs et de « casseurs » cherchant à détourner la manifestation de son but, ils ont répondu qu'ils avaient constitué « des groupes de protection contre une répression des forces de police contre une marche pacifique ».

« Le Dauphiné libéré » du 29 juillet

« Malgré l'interdiction du préfet, les organisateurs de la manifestation annoncent « nous pénétrons, dimanche, dans le périmètre interdit et nous irons le plus loin possible » (Interview de Michel Bonhomme du comité de coordination)

« Le Progrès » du 29 juillet

Déclaration de M. Bonhomme du comité de coordination, organisateur de la marche, en dernière page :

« Les décrets d'interdiction ne constituent pas une surprise...d'ailleurs les points de rassemblement avaient été prévus en dehors du périmètre interdit ...de sorte que pour la journée du samedi nous n'avons pas de dispositions nouvelles à prendre...l'objectif prioritaire est politique et non militaire...Nous nous réunissons pour affirmer notre opposition à la société nucléaire et au gouvernement qui l'a choisie. Détruire les clôtures électrifiées demeure évidemment notre objectif symbolique, mais ce n'est pas une fin en soi. »

...nous pénétrons, dimanche, dans le périmètre interdit... Il est contraire à l'éthique des contestataires du nucléaire de mettre en place des « encadrements » internes pour dissuader toute déviation et tout excès ».

M. Bonhomme explique que « chacun des rassemblements sera doté de ses propres moyens pour assurer la maîtrise de sa marche, ses propres moyens étant adaptés aux rapports sur le terrain.

Nous avons ainsi prévu des « groupes de protection » dont l'action ne doit pas être dirigée contre les agitateurs, mais doit parer à la répression policière ».

On reparlera beaucoup de ces « groupes de protection » censés « parer » à la répression policière. En réalité ce sont ces groupes de soi-disant protection qui, par leur violence, feront que la manifestation va dégénérer. Ils seront clairement accusés par la majorité des manifestants de leur avoir « voler la victoire » et d'avoir « tuer le mouvement » en le coupant de l'opinion, en particulier locale.

En fait de « groupe de protection », l'hypothèse la plus couramment admise (pour ne pas dire la certitude) est que la coordination organisatrice de la manifestation aurait tenter d'ouvrir une brèche dans le dispositif policier à l'aide de ces fameux « groupes de protection », les éléments les plus violents et les plus déterminés, pour ensuite faire passer par cette brèche le gros de la manifestation et investir le site. Un objectif que la coordination faisait miroiter à tous depuis un an.

C'est ce que traduit le dessinateur Cabu, que l'on ne peut accuser d'avoir la moindre sympathie pour la centrale ou pour les forces de l'ordre, dans une bande dessinée retraçant le film des événements des 30 et 31 juillet (« Charlie Hebdo » du 4 août 1977). Voir cette bande dessinée en annexe et son commentaire dans le même numéro « A bas les martyrs ».

Voir également, ci-après le compte rendu de la manifestation dans le Monde et dans Libération du 2 août allant dans le même sens.

Seuls quelques irréductibles contesteront cette impression très largement partagée : « heureusement qu'ils étaient là pour nous protéger des forces de l'ordre... ».

A chacun a sa vision et sa logique !

« L'Aurore » 29 juillet

« Le préfet Janin justifie sa position : « ... je dois prendre des dispositions pour que le site ne soit pas endommagé. Or j'apprends qu'on veut organiser une manifestation offensive. J'ai donc le devoir de l'interdire...par décret.

Pour ne pas être surpris comme ils l'avaient été l'année dernière à l'occasion de la marche sur Malville - qui regroupait 15.000 personnes- les responsables du service d'ordre ont décidé de maintenir les manifestants à distance de la future centrale. Une zone interdite a été délimitée dans un rayon de cinq kilomètres entre Montalieu et Morestel, entre le Rhône et la nationale 75. La circulation sur cette nationale sera interdite et le pont sur le Rhône sera barré...

Personne ne se fait d'illusion : les autorités ont prévu un poste de secours important – véritable hôpital de campagne - à Morestel et plusieurs centres secondaires. De même les organisateurs de la manifestation envisagent-ils l'implantation d'un hôpital de campagne ...

Autre bruit qui circule, l'attaque du site aura lieu en sept endroits différents...Ce que craignent surtout les autorités ce sont les commandos d'écologistes allemands et suisses que l'on sait capables de mettre le feu aux poudres. »

Nota. Le 30 juillet 1977, M. Chaïm Nissim de nationalité suisse, organisateur chargé de la liaison avec les autonomes allemands (en gros les groupes de protection...) sera arrêté le 30 juillet et expulsé de France, l'accès sur le sol français lui étant interdit pour dix ans. (information parue dans le Monde daté du 2 août 1977).

Ce même M. Chaïm Nissim sera cinq ans plus tard, en janvier 1982, l'auteur de l'attentat au bazooka perpétré contre la centrale.

Dans le « Livre noir, Malville aujourd'hui, la France demain », page 55 et 56, **M. Nissim décrit son arrestation et son expulsion :**

*Samedi, vers 7h30 du matin, la fouille du camp de Morestel était en cours. Les protagonistes étaient nerveux mais aucun affrontement. **Le capitaine Viverge vient me saluer, nous nous connaissons depuis longtemps.** Il m'assure qu'on ne nous chassera pas des communaux, contrairement à ce qui avait été dit la veille. Je traduis [à destination des manifestants allemands], soulagé. Un peu plus tard, le **colonel Favre**, personnage vieillissant et agressif, **que je connais également**, vient me poser une question bizarre : « avez vous sollicité un permis de séjour en France ? ».*

-Bien sûr que non, je n'ai jamais séjourné plus de deux jours dans votre pays

-Bien, je vous remercie

Puis tous les deux revinrent ensemble me prier de les suivre, le Préfet voulant me voir seul à seul. Naïf je les suis...Ce n'est qu'en me retrouvant au cachot à Grenoble que je comprends ma douleur. Un commissaire me signifie mon expulsion et on me transfère à Lyon. Le dimanche soir, quelques heures avant l'expiration de la garde à vue, on me ramena à la frontière suisse.

La prochaine fois on ne m'aura pas comme cela...

M. Nissim tint parole puisque par la suite, et malgré le nombre impressionnant d'attentats commis sur le sol français et dont il revendique être l'auteur, il ne sera jamais inquiété. Curieux pour un personnage apparemment aussi connu des services de police alors que certains de ses complices avaient été interpellés en 1994 dans le cadre de cet attentat. Viverge, Favre... mais voyons, toutes de vieilles connaissances !

Voir le dossier consacré à attentat au bazooka

« L'Humanité » du 29 juillet

« Le Parti communiste confirme qu'il ne participera pas à la manifestation des 30 et 31 juillet à Creys-Malville. Il marque sa désapprobation quant aux modalités et objectifs fixés par les organisateurs et sa condamnation des appels à la violence et des actes de sabotage... et fait part de son inquiétude en raison de l'irresponsabilité de certains participants, la présence d'éléments étrangers et le déploiement exceptionnel des forces de l'ordre »

« Rouge Quotidien communiste révolutionnaire » du 29 juillet

« Ainsi les militants antinucléaires devront manifester à plusieurs kilomètres du site. Cette décision de dernière minute est intolérable. Mais loin de nous faire reculer, elle nous renforce dans notre volonté d'assurer le plein succès du rassemblement. »

Le journal s'attaque ensuite aux partis et aux syndicats qui annoncent leur non participation au rassemblement et aux manifestations des 30 et 31 juillet

- **Sur la position de la CFDT**, « Rouge » reprend le texte d'un dossier paru dans Syndicalisme Hebdo, publication de la CFDT :

« Les 30 et 31 juillet doit avoir lieu un rassemblement contre le surgénérateur à l'initiative des comités Malville et avec la participation de mouvements écologistes, de groupes d'extrême gauche et de diverses autres organisations.

Un rassemblement pacifique et non-violent précisaient début juillet ses organisateurs. Mais quelques semaines plus tôt, dans le journal des comités, plusieurs groupes se fixaient comme but l'occupation et la destruction du site. Cette confusion dans la préparation de la manifestation, les risques

d'affrontements violents et de provocations qui pèsent sur celle-ci ont conduit la CFDT à annoncer sa non participation... Ses unions départementales de l'Isère et du Rhône organisent une manifestation contre Superphénix le 30 juillet à Morestel. »
et « Rouge » d'ajouter,

« Heureusement cette position capitularde ne fait pas l'unanimité au sein de la confédération »

- Sur la position du parti communiste français :

« ...Attitude de retrait par rapport aux nécessités de la lutte de masse contre Superphénix... » « Nous [le parti communiste] disons que le recours à l'énergie nucléaire à des fins pacifiques est une nécessité »...on a vu sur les murs de Grenoble fleurir des affiches indiquant : « le 30 juillet on arrête le progrès », on trouve là un concentré de toutes les opinions cocardières et scientistes du programme du PCF »

- Sur la position du parti socialiste :

« M. Mitterand, serez-vous ce week-end à Malville ? Réponse : « Je n'y ai pas été invité...Nous irons près de Malville pour y apporter notre témoignage, mais nous ne serons pas sur les lieux du rassemblement. »

Bref...l'ensemble des organisations traditionnelles du mouvement ouvrier préfère désertier le terrain. C'est un choix qui risque de coûter cher à l'avenir »

« Le Progrès » du 30 juillet

Sous le titre « *Etrange et morne veillée d'armes à Creys Malville* »

« *Est-ce ce temps de chien, est-ce la proximité d'un but en fait inaccessible ? Mais c'est dans une ambiance morne et une sorte d'abattement général que les cinq à six mille manifestants déjà arrivés se sont agglutinés aux quatre points d'accueil avant de se fondre dans la campagne.*

...Une participation massive des écologistes de la RFA est déjà manifeste, ne serait-ce qu'à travers la nervosité dont font preuve ceux qu'on assimile aux commandos de « casseurs » organisés...

Les quatre points de rassemblement, Morestel, Poleyrieu, Courtenay et Montaliou seront demain, à partir de 7 heures, des points de départ des marches pacifiques qui auront lieu comme prévu initialement [initialement signifiant avant le décret préfectoral interdisant l'approche]. **« Il ne saurait être question d'accepter des arrêtés préfectoraux qui nient les droits élémentaires et fondamentaux de rassemblement et de manifestation »** dit le comité de coordination qui ajoute que **« des noyaux de résistance à l'occupation policière » seront mis en place dans les villages de la zone interdite, ne serait-ce que pour manifester symboliquement notre désobéissance à l'autorité. »**

« Le Monde » daté du 31 juillet 1^{er} août (parution le 30 juillet au soir) :

Les titres :

« *La controverse sur le programme nucléaire* »,

« *M. Giscard d'Estaing écarte le recours au référendum* ».

« *Les manifestants de Creys Malville demandent l'arrêt de la construction* »,

« *...Le parti socialiste, qui a décidé de ne pas participer au rassemblement, a réuni, samedi en fin de matinée, une conférence de presse à Courtenay. M. Mermaz,*

membre du bureau politique a rappelé que le PS a demandé la suspension immédiate des travaux de la construction de Superphénix »

« Libération » du 30 et 31 juillet

Sous le titre *« La terre promise : la zone bientôt la plus dangereuse du monde »*
« ...les allemands ont leur camping en zone interdite. Tous vétérans de Grondhe et de Brockdorf. Un caméraman de FR3 l'apprend à ses dépens. Il est à deux doigts d'y laisser son matériel et ne doit son salut qu'en livrant un bout de film au visage d'Aguirre qui le retient en otage. « J'ai ma tête mise à prix, moi ! Fous le camp sale flic ». ça tombe mal : le préfet a mis spécialement en garde la population contre les extrémistes d'Outre Rhin.

La coordination s'interpose : « Liberté d'expression, non-violence, nom de Dieu ! ».

Ambiance...

« Le Progrès Dimanche » du 31 juillet

Titre *« Les allemands maîtres de la stratégie ? »*

« La veillée d'armes du grand assaut contre le chantier de la centrale de Creys Malville s'est apparemment déroulé dans la plus grande confusion. Ce n'est pas tant l'arrivée d'une foule innombrable...qui a déconcerté les organisateurs mais la main mise d'un important détachement de jeunes allemands sur le mouvement.

...dès hier matin [samedi 30] les gendarmes mobiles du service d'ordre procédaient à une fouille systématique du camp retranché installé par les Allemands dans les bois communaux de Saint Victor de Morestel.

Au cours de la perquisition des tentes et des minibus, effectuée à six heures, les gendarmes saisissaient un sérieux matériel offensif : barres de fer, fléaux japonais, bâtons incendiaires...qui ne laissaient aucun doute sur les intentions de ces jeunes gens organisés en milices avec leurs fanions et leurs numéros... [même type d'organisation que celle qui avait fait « merveille » lors des assauts contre les sites allemands de Brockdorf et de Grohnde voir chapitre 5-2]

Ces mesures préventives devaient, évidemment, rendre plus aiguë la nervosité des milliers de jeunes rassemblés en fin de matinée sur les lieux de rassemblement. »

Autre titre *« Le préfet de l'Isère déclare : « Nous interviendrons à la première tentative de pénétration »*

« Le préfet de l'Isère s'en est pris aux manifestants allemands présents à Morestel au cours d'une conférence de presse. « Pour la deuxième fois, Morestel est occupé par les Allemands », a déclaré M. Janin qui a décrit tout l'attirail saisi samedi matin dans le campement où se trouvaient quelque huit cents ressortissants allemands : barres de fer, gourdins, scies, pelles, manches de pioche, poignards, couteaux, sacs de billes en verre, masque à gaz... mais aucune arme à feu. »

L'article est accompagné de photos des armes et des objets saisis.

Cette déclaration du Préfet à propos de « l'occupation pour la seconde fois de Morestel par les allemands » fut aussi inutile que mal venue, elle n'a fait qu'augmenter la tension entre manifestants et forces de l'ordre.

« Le Dauphiné Libéré » du dimanche 31 juillet

Quelques compléments par rapport aux articles du Progrès :

[Les perquisitions et les saisies] : *« nous ont convaincu de l'agressivité des écologistes allemands.*

...En ce qui concerne les marches de dimanche...le préfet a indiqué qu'il interviendrait dès la première pénétration dans la zone interdite.

...Si on tire sur les forces de l'ordre, elles répondront. C'est moi [le préfet] qui donnerais à ce moment l'ordre d'ouvrir le feu...mais je suis sûr qu'on n'en arrivera pas là »

2- 2 Le déroulement de la manifestation du 31 juillet 1977

Tous les journaux datés du 1^{er} août font le compte rendu des événements. Les gros titres portent sur le bilan tragique de la manifestation : 1 mort, 5 blessés graves, une centaine de blessés légers parmi les manifestants et les forces de l'ordre.

Sur le déroulement des événements c'est d'abord le caractère dramatique et les violents dérapages de la manifestation qui retiennent l'attention : « la marche se termine en drame », « des affrontements violents qui ont opposé pendant quatre heures les forces de l'ordre aux éléments incontrôlés », « les écologistes ont été débordés par quelques centaines d'excités qui ont cherché l'affrontement », « armés de barres à mine et de cocktails Molotov, les éléments les plus violents, allemands en particulier, ont pénétré dans la zone interdite où ils se sont durement heurtés aux forces de l'ordre », « les spécialistes des combats de rue étaient au rendez-vous »...

Le Monde daté du 2 août relate la manifestation sous le titre *«la non-violence tenue en échec à Creys Malville »*

« ...Les organisateurs du rassemblement ont donc perdu leur pari. A Malville, malgré leur volonté «de ne pas porter atteinte aux personnes », la violence, la pire, était au rendez-vous. Une centaine de casseurs mêlés à la foule considérable de non-violents, a réussi à tout gâcher...En revanche les organisateurs ont réussi la mobilisation massive qu'ils espéraient....

*...la présence à Morestel de quelques centaines de jeunes venus d'au-delà du Rhin a permis au préfet de l'Isère, René Janin de déclarer que « pour la seconde fois, Morestel est occupé par les Allemands ». Il a également parlé de l'arsenal très complet que la police avait saisi...Les Allemands eurent beau protester, le climat, pour ne pas dire la psychose, était créé. **L'un des responsables de la coordination, M Chaim Nissim d'origine suisse et spécialement chargé d'assurer la liaison avec les groupes d'Allemagne, était d'ailleurs expulsé dans la matinée.***

*...Les forums qui se tenaient l'après-midi [du 30 juillet, donc la veille de la manifestation] aux quatre points de rassemblement **furent à la fois confus et inquiétants...il apparut clairement que tous les participants n'étaient pas acquis à la non-violence. Les organisateurs n'ayant pas voulu dévoiler leurs plans pour le lendemain, une grande incertitude planait*** [le plan le plus probable, voir ci-dessus et la BD de Cabu, était de percer la protection policière placée autour du site avec les éléments les plus déterminés et engouffrer la manifestation dans la brèche ainsi créée]

...dimanche, dès 4 h du matin, les opérations commençaient.

*Les antinucléaires de Morestel, craignant que la présence parmi eux des groupes d'étrangers ne les désigne en premier aux interventions des forces de l'ordre, pliaient bagages et rejoignaient leurs camarades du camp de Courtenay, de Poleyrieu et de Montalieu. Ainsi trois colonnes démarraient, à peu près en même temps, en direction de la zone interdite. **But du mouvement, rejoindre et « libérer » Faverges, l'un des villages « enfermés » dans la zone de protection de la police. Membres des C.R.S. et gendarmes mobiles ne s'y opposèrent pas, se repliant lentement devant les têtes de défilé, parmi lesquels marchaient les élus locaux et les membres des comités Malville.***

A 11 heures, les trois longues colonnes commençaient à se rejoindre au pied du village de Faverge, en pleine zone interdite. Il n'y avait qu'un mince cordon de gendarmes mobiles pour la défendre. Les organisateurs pouvaient s'estimer satisfaits et ils l'étaient.

Mais vers midi, quelques dizaines de manifestants déterminés, quittant les chemins et s'avançant à travers champs se mirent à lapider les « bleus » qui ripostèrent avec des grenades offensives et lacrymogènes...

Après une heure et demie d'échange à distance, les forces de l'ordre, arrivées cette fois en nombre, chargeaient à travers les prés et les maïs. On relevait les premiers blessés et, parmi eux, M. Vital Michalon venu de Die dans la Drôme, que les équipes médicales ne parvenaient pas à ranimer...

Les affrontements entre une poignée de combattants et les forces de l'ordre continuèrent jusque vers 15 h 30 tandis que la masse des manifestants non-violents reprenait le chemin de ses cantonnements.

Triste retraite sous la pluie et dans la boue au cours de laquelle l'immense majorité des marcheurs condamnait les provocations d'une poignée d'entre eux et la riposte des forces de police, dont les charges et l'emploi intensif des grenades paraissaient hors de proportion avec les agressions dont ils étaient l'objet.

...vers 19 h CRS et gendarmes mobiles encerclaient des fermes et des villages, fouillant les maisons et les villages et interpellant les responsables de la manifestation. »

Les suites

Trente-neuf personnes furent interpellées et dix-huit inculpées, deux Suisses, six Français et onze Allemands, en vertu de la loi anticasseurs et certains pour port d'armes prohibées. Finalement 12 personnes seront placées sous mandat de dépôt.

Le tribunal de Bourgoin-Jallieu jugeant en procédure de flagrant délit samedi 6 et dimanche 7 août. Six condamnations à de la prison ferme seront prononcées, deux peines de prison assorties d'un sursis et quatre relaxes. Ces peines seront confirmées par la Cour d'appel de Grenoble, sauf pour deux des personnes qui seront finalement relaxés.

L'autopsie montrera que la mort de M. Vital Michalon a été entraînée par une lésion pulmonaire due à l'explosion d'une grenade offensive.

Ses obsèques eurent lieu dans la cathédrale de Die le lundi 8 août dans le plus grand recueillement, la famille de Vital Michalon ayant demandé de faire de ces obsèques un moment de dignité, de paix et de réflexion. Ses frères, six, se sont adressés à l'assistance : ***« Quelle est notre part de responsabilité dans de tels événements ? L'intolérance est un mal qui nous affecte tous, depuis le dirigeant qui prend les décisions qu'il croit bonnes, sans entendre les avis divergents jusqu'au modeste militant, qui présuppose la mauvaise foi de ceux qu'il combat...nous sommes tous responsables. »***

Charlie Hebdo du jeudi 4 août

Le Charlie Hebdo du 4 août rapporte le témoignage du dessinateur Cabu qui a participé à la manifestation. Ce témoignage est transcrit dans une bande dessinée reproduite en annexe. A travers ses dessins, la narration des événements faite par Cabu est, au style près, la même que celle rapportée par la majorité des journaux. Il y ajoute ce commentaire

« Malville suite, questions après une nuit de sommeil ».

- Pourquoi avoir annoncé une manif « non-violente » tout en projetant de pénétrer à l'intérieur du chantier, zone déclarée interdite ?
- Pourquoi une manif non-violente pour « PRENDRE » quelque chose ?
- Pourquoi avoir maintenu comme mot d'ordre de « libérer les villages » après avoir entendu le préfet fou promettre de « faire tirer si besoin était » ? Pourquoi ne s'être pas démarqué plus nettement des gens qui voulaient se battre contre les flics ?
- Pourquoi ne pas avoir diffusé l'information sur ce qui se passait à l'avant ?

...moi je ne veux plus participer à une manif où il faut apporter son casque.
D'abord je n'ai pas de casque.
A bas les martyrs !

Cabu. »

Tout est dit.

3 La vision des habitants de la commune de Creys

Dans un ouvrage remarquablement documenté, « *Creys –Pusigieu, de Craye à Creys Malville* », Joseph Desvignes secrétaire de mairie-instituteur de Creys pendant près de trente ans, de 1948 à 1976, puis adjoint au Maire, consacre un des chapitres de son histoire de Creys à la centrale.

Cet ouvrage non commercialisé a été édité en très peu d'exemplaires. Il peut être consulté à la médiathèque « Plaisir de lire » de Vézeronce Curtin.

Le chapitre sur la centrale débute en 1963 lorsque eurent lieu les premiers et bien mystérieux travaux de sondage, avant qu'il soit question de construire un surgénérateur de taille industrielle et se termine en 1995. Il inclut la période 1976-77 des manifestations.

Introduction « *Les pages qui suivent m'ont été inspirées par les archives de la Mairie que j'ai été amené à bien connaître, ayant eu tout le loisir de les consulter pendant les quelques trente années au cours desquelles j'ai logé dans le bâtiment servant d'école et de Mairie.*

Qu'on ne regarde pas ce livre comme un ouvrage de géographe ou d'historien. D'abord parce que les documents que j'ai consultés sont incomplets et puis surtout je ne suis ni l'un ni l'autre. Secrétaire de Mairie-instituteur à Creys [de 1948 à 1976], j'étais un peu l'homme à tout faire pour les questions administratives, à une époque où il n'y avait pas les services spécialisés actuels...

J'ai tenu à rattacher les événements passés de la commune aux différentes périodes de l'histoire...enfin j'ai dit quelques mots sur les grands événements qui ont eu lieu dans le voisinage immédiat. Il y a des lacunes, peut-être des erreurs, j'ai tiré de certains documents des conclusions peut-être contestables. Je suis prêt à le reconnaître.

J'ai surtout voulu faire connaître ce petit village du Nord-Isère qui a été tour à tour un village-frontière garni de châteaux forts, puis un village rural inconnu et ignoré de tous et qui un jour, choisi pour être le siège d'une centrale nucléaire d'un type nouveau, s'est retrouvé au centre des préoccupations de la France entière, voire d'une partie de l'Europe et qui a été et est encore l'objet de commentaires pas toujours bienveillants ni objectif des grands médias.

Et, en conclusion de l'ouvrage, la toute dernière phrase : « *Creys est un village accueillant où les gens sont aimables, où l'on vit modestement certes mais sans craindre le voisin, en toute convivialité. Il l'a montré en accueillant dignement les travailleurs étrangers au moment de la construction de la centrale de Malville et en faisant bon accueil aux nouveaux habitants, à ceux qui ont choisi la commune pour établir leur résidence.* »

Pour la période allant de 1971 à la période actuelle les maires de Creys, puis de Creys-Pusigieu après la fusion des deux communes, ont été :

M. Pierre Gros, adjoints : Jean-Marie Gros et Jean-François Bonnard de mars 1971 à mars 1977 (ont vécu la manifestation de 1976)

M. Jean-François Bonnard, adjoints : François Giroud et Paul Mellet de mars 1977 à mars 1983 (ont vécu la manifestation de 1977)

M. Jean François Bonnard, adjoint François Giroud, Paul Mellet et Joseph Desvignes de mars 1983 à mars 1989.

M. Jean François Bonnard, réélu en juin 1995 sera encore maire en 1997 lorsque la décision de fermeture de la centrale sera prise. Son fils lui succédera en 2001.

Voici la vision (écritures en italiques) de l'histoire de la centrale que donne Joseph Desvignes, vision largement partagée par ses habitants. Une vision bien éloignée de l'image que certains ont colportée, celle d'une commune angoissée, la peur de la centrale au ventre, celle, en 1977, d'un « ghetto » que les manifestants se donnaient comme objectif d'aller libérer de l'enfermement policier dans lequel il avait été emprisonné.

« Des sondages de terrains en 1963 »

Au cours de l'hiver 1963-1964, les habitants de Malville [Malville est un des six hameaux de Creys] étaient intrigués par les sondages de terrain effectués en plusieurs points de la plaine et dans la zone alluviale par une entreprise spécialisée qui avait son siège dans la Sud-est de la France. Le Maire de la commune n'en avait pas été informé et personne ne savait exactement le but de ces travaux. Des ouvriers, interrogés par certains habitants, avaient bien dit qu'il était question d'implanter une centrale nucléaire, mais ce n'était pas une information officielle. L'entreprise quitta la région et on n'entendit plus parler de cette affaire. »

En 1963 la centrale de Chinon de la filière uranium naturelle-graphite -gaz est en cours de construction. On en est donc encore au tout début du nucléaire civil en France, loin du programme nucléaire civil qui sera lancé dans les années 1973-74.

« En 1972, les mêmes habitants constatent que des personnes étrangères à la commune circulent dans les environs de Malville et qu'ils ont l'air intéressés par ces lieux. On reparle de ce projet. La question est alors posée à la Sous-Préfecture qui, apparemment, n'est pas au courant.

On conçoit, surtout vu du XXI^{ème} siècle, que cette manière d'agir n'a pas été jugée « très correcte ». L'ignorance dans laquelle était laissée les populations a abondamment alimenté les accusations portées contre le nucléaire : le secret, la manipulation, le mensonge. Il est en effet difficile d'admettre que le Sous-Préfet n'ait pas été informé...

La décision de construction d'une centrale nucléaire

Premiers contacts entre le Maire et EDF

A l'automne 1972, le Maire Pierre Gros reçoit un appel téléphonique de M. Yves Lejeune, de la région d'Équipement de Lyon d'EDF. Un rendez-vous est pris à la Mairie et le Maire est informé qu'EDF envisage d'implanter une centrale nucléaire sur le territoire communal. Le choix du lieu d'implantation n'est d'ailleurs pas définitivement arrêté : il est question aussi de Bonivel, commune de Peyrieu dans l'Ain

Un arrêté préfectoral

Le 7 décembre 1972, le Maire reçoit un arrêté du Préfet de l'Isère en date du 28 novembre qui indique dans son article premier : « M.M. les ingénieurs et agents d'EDF sont autorisés, sous réserve des droits des tiers, à procéder aux études sondages et tous travaux topographiques nécessaires à l'élaboration des projets d'implantation d'une centrale thermique nucléaire sur le territoire de la commune de Creys-Pusigneu ». C'était la première pièce écrite officielle faisant état de ce projet. Il était désormais clair que notre commune était choisie.

Les accords entre EDF et le Conseil Municipal

Premiers contacts avec le Conseil Municipal

Le 31 janvier 1973 une réunion a lieu à la Mairie de Creys où le Conseil Municipal avait été convoqué. Elle était présidée par M. Rousseau, Sous-Préfet de la Tour du Pin. Etaient présents M.M. Cattin-Bazin député de l'Isère, M. Saitceviski, Chef du Service Equipement EDF Rhône Alpes, Yves Lejeune et plusieurs autres personnalités. M. Saitceviski annonce les projets d'EDF, précise que la centrale dont on envisage la construction est d'un type nouveau, le type surgénérateur, qu'elle aura une puissance de 1.200 Mégawatts, qu'elle devrait être construite par une société en cours de constitution, comprenant notamment la France, l'Italie et l'Allemagne. La France représentées par EDF devant être l'actionnaire majoritaire dans cette société.

Il donne les grandes lignes du programme des travaux de construction, travaux qui devraient s'étaler sur cinq ans. M. Lejeune évoque les achats de terrains à effectuer, la construction et l'aménagement des voies d'accès, l'accueil des travailleurs, la modification et la modernisation de certains équipements collectifs et le financement de ces travaux. D'autres réunions suivront.

Quel sera le nom de la centrale ?

Comment va-t-on appeler la centrale ? Aujourd'hui [en 1995] où le surgénérateur est remis en question par certains [Mme C. Lepage après avoir été l'avocate des associations opposées à la centrale venait d'être nommée Ministre de l'environnement dans le gouvernement Juppé] cette interrogation paraît bien dérisoire. Elle fut pourtant à l'origine d'un échange de correspondance et de discussions qui frisèrent la polémique. Quelques traces écrites sont conservées à la Mairie de Creys

Le 22 mars 1973, le Service d'équipement EDF adresse au Maire de Creys une lettre dans laquelle est indiqué le nom donné à la future centrale : « Il faut retenir en définitive le nom de **Centrale de Creys**. C'est une règle normale et les autres appellations soulèvent des observations en France et ailleurs. »

Y a-t-il eu des interventions pour faire modifier cette décision, Le 2 avril suivant, le même service adresse une nouvelle lettre au maire « Nous avons le plaisir de vous indiquer que la direction de l'Equipement EDF à Paris vient d'arbitrer le débat concernant le nom de la centrale à planter sur le territoire de votre commune. Les appellations de **Centrale de Morestel** et **Centrale de Malville** étant défendues avec insistance par les responsables de ces deux localités...il a été décidé de l'appeler **Centrale de Creys**.

Dans sa délibération du 17 avril 1973, à la demande des conseillers municipaux de Malville, le Conseil Municipal demande que le nom de Centrale de Malville soit retenu.

Le 25 avril 1973 le Sous-Préfet de La Tour du Pin écrit au Maire : « Nos partenaires étrangers, allemands et Italiens, ne consentent pas à retenir ce nom sous le prétexte que le mot Malville évoque je ne sais quel mauvais présage...une solution de compromis pourrait être trouvée en retenant la nomination de **Creys-Malville**. »

Le 27 juin 1973, ce nom est définitivement retenu. Il aura fallu trois mois, cinq échanges de correspondance et des débats animés pour le trouver. »

Peut-être plus que le nom de Malville, c'est l'imbroglia auquel le choix du nom de la centrale a donné lieu qui constitue un mauvais présage car les imbroglia, qu'ils soient d'ordre administratif, politique, juridique ou médiatique, seront le lot quotidien dans lesquels la centrale sera en permanence engluée.

« Les acquisitions de terrains par EDF

Une évaluation du Service des Domaines

Une superficie d'abord prévue de 80 hectares, puis ensuite fixée à environ 150 hectares devait être acquise par EDF. Comme il est de règle pour une acquisition de cette importance, le Service des Domaines est invité à évaluer les terrains dont l'achat est envisagé. Les prix proposés sont les suivants [en Francs 1973] :

terrains situés dans la bande alluviale du Rhône	0,80 le m ²
terrains de la plaine	0,60
taillis et landes	de 0,15 à 0,60
terrains proches du hameau	de 1,00 à 1,50
Les exploitants devaient percevoir en plus	
Pour perte de revenu	0,30
Si l'emprise dépasse le quart de l'exploitation	0,10
Pour aide à la réinstallation	0,10
Par cep de vigne	4,00

Rejet de ces propositions

Les propriétaires concernés prennent connaissance de ces tarifs lors d'une réunion à la Mairie le 3 juillet 1973. Ces propositions sont considérées comme notoirement insuffisantes et rejetées

Une nouvelle réunion entre propriétaires et les responsables EDF est à nouveau tenue le 10 octobre 1973. Les propositions sont alors nettement améliorées, mais toujours considérées comme insuffisantes.

L'accord est enfin conclu

Un accord sera finalement réalisé après des négociations avec chaque propriétaire. A titre d'exemple, la commune de Creys-Pusigne qui était propriétaire d'une superficie importante au lieu dit « La Plaine des Bruyères » doit en céder 48 ha 08 a et 63 ca. Elle percevra finalement une somme totale de 856.000 Francs, toutes indemnités comprises. Pour ce cas particulier, le prix moyen au mètre carré est donc de 1,78 franc le mètre carré (il s'agissait surtout de terrains de la plaine qui avaient été initialement évalués à 0,60 Franc le mètre carré) On était donc assez loin du prix fixé par les Domaines. Les propriétaires sont payés à des prix comparables. S'y ajoutaient des indemnités substantielles pour les exploitants.

Tous furent sans doute satisfaits car tous traitèrent à l'amiable et il n'y eut aucune expropriation. »

Les enquêtes d'utilité publique

Une construction de cette importance nécessite un décret d'utilité publique. Pour cela une enquête est nécessaire. Elle est prescrite par arrêté préfectoral du 17 juin 1974. Elle a lieu du 16 août au 16 septembre 1974. Un registre d'enquête est déposé à la Mairie, et chacun peut y inscrire ses observations. Un registre analogue est déposé à la Préfecture où les observations peuvent également être notées

A la Mairie, cette enquête s'est déroulée sans incident. Il y eut relativement peu d'observations.

Le 30 septembre, un nouvel arrêté prescrit une nouvelle enquête qui doit avoir lieu du 9 octobre au 8 novembre 1974. La première enquête est annulée « considérant que la Commission d'enquête a constaté une omission de forme sur le registre déposé à la Préfecture ». Bien que ce soit le registre déposé à la Préfecture que cette omission

a été constatée, il faut recommencer l'enquête complète, c'est à dire à la préfecture et à la Mairie.

Cette seconde enquête donne lieu, en ce qui concerne le registre déposé à la mairie, à beaucoup plus d'observations que la première, les opposants au projet multipliant les annotations, copiant parfois des pages de journaux jusqu'à ce que le registre soit complet. Mais l'arrêté prescrivant l'enquête prévoyait que les observations pouvaient être présentées sur des feuilles ordinaires jointes au registre. Des feuilles furent mises à disposition de ceux qui voulaient utiliser le registre et la régularité de l'opération ne put être mise en cause.

Le 2 mai 1977 [soit 30 mois après la fin de l'enquête publique] un décret du Premier Ministre déclare d'utilité publique les travaux de construction de la centrale.

Le 13 mai 1975, un nouvel arrêté préfectoral prescrit une enquête sur la demande présentée par EDF de prélever dans le Rhône l'eau nécessaire au refroidissement des circuits de réfrigération de la centrale. Cette enquête aura lieu du 2 au 18 juin 1975. Il y aura une autre enquête pour le rejet dans le Rhône provenant de ces mêmes circuits, du 11 au 30 mai 1978 [cette dernière enquête ne concerne pas l'autorisation de rejets radioactifs qui, elle, fera l'objet d'une enquête ultérieure et d'une autorisation spécifique délivrée avant la mise en service].

Ces deux enquêtes entraînent beaucoup moins d'observations. »

« Deux importantes manifestations des opposants »

La manifestation de juillet 1976.

Une manifestation organisée par les opposants à la centrale a lieu le 4 juillet 1976. Elle attire beaucoup de monde et se déroule sans incident grave. A Creys quelques dizaines de personnes se regroupent sur la place dans le calme. A Malville certaine campent sur le site [de la centrale]. La population de Creys-Pusigneu ne semble pas y avoir participé. Mais bientôt quelques accrochages ont lieu avec les CRS. D'autre part le site ne peut pas être occupé indéfiniment Le 8 juillet, le Préfet fait évacuer le terrain.

La manifestation de juillet 1977.

Celle de 1977 fut beaucoup plus sérieuse. Elle avait été minutieusement préparée si l'on en juge par les articles de presse des jours précédents...

[Suit des extraits du Progrès, extraits qui seront repris ci-après dans une relation plus détaillée des événements]

« ...Cette manifestation qui se terminait tragiquement fut la dernière. Les « Comités anti-Malville » qui s'étaient créés, disparurent bientôt après, tout au moins à l'échelon local.

Remarquons que les habitants de Creys-Pusigneu ne participaient pas à cette manifestation. En 1977, d'ailleurs aucun rassemblement n'était prévu dans la commune. La population dans son ensemble ne soutenait pas les manifestants. »

Les chapitres suivants traitent de l'accueil des travailleurs pendant la phase du chantier et de l'importance de la centrale pour la commune et la région (emplois, ressources fiscales..).

« Et le risque d'accident nucléaire »

On ne peut pas terminer ce chapitre [ce chapitre sur la centrale ne prend que 10 pages du livre sur 357, si la centrale était certes présente dans la vie de la commune, elle était loin d'en être le nombril !] sans évoquer les risques d'accidents qu'elle pourrait entraîner. C'est là une question qui prime sur toutes les autres. Que valent les avantages, eu égard aux risques encourus ?

Des spécialistes ont étudié ce risque qui semble être double :

***L'exposition permanente à des radiations** qui pourraient entraîner l'apparition de cancers... En ce qui concerne la centrale, la région environnante et plus particulièrement la commune, cette radioactivité est mesurée régulièrement. On n'a jamais constaté d'augmentation durant son fonctionnement. Le cas échéant, des mesures seraient prises immédiatement. »*

Référence est faite au plan d'urgence interne à la centrale (PUI) et au plan particulier d'intervention (PPI) des pouvoirs publics. Le PPI avait été élaboré en étroite collaboration avec les élus de la commune, les pouvoirs publics et la centrale. Cette collaboration avait été particulièrement appréciée tant par les élus que par la population.

*« **Le risque de type Tchernobyl.** Il faut bien constater que les conditions ne sont pas les mêmes pour ces deux centrales. D'une part parce que leur conception même est différente. A Tchernobyl, il n'y avait apparemment aucune protection sérieuse, notamment pas d'enceinte de confinement. D'autre part parce que la situation en URSS permet de penser que les négligences ne sont pas rares. Ce qui n'est pas le cas en France où les contrôles sont multiples.*

En conclusion

La conclusion pourrait être donnée par les remarques faites sur le registre de l'enquête publique qui a été faite en 1983 : beaucoup de déclarations favorables au redémarrage, quelques-unes nettement défavorables. Toutes naturellement sont respectables. Je pense néanmoins que l'on peut faire confiance aux scientifiques qui ont mis au point cette installation et aux techniciens qui l'ont réalisée. Et, si parmi les politiques à qui revient en fin de compte la décision [d'autoriser ou non le redémarrage de la centrale] quelques uns changent d'avis de temps en temps à propos de Malville, ce n'est pas toujours pour des raisons d'ordre technique ou de sécurité. »

4 Les suites de la manifestation de 1977. Commentaires.

4-1 L'après Malville pour les écologistes

Dans le journal « Libération » du 2 août 1977 les envoyés spéciaux du journal font un compte rendu de la réunion de la coordination des comités Malville qui s'est tenue au lendemain de la manifestation :

« Après la marche sur Malville, le mouvement écologique est sans doute à un tournant. Les écologistes ont été depuis les élections municipales, l'objet de toutes les convoitises et de toutes les pressions possibles, enjeu fantastique si l'on sait que les élections de 1978 se joueront à 2%.

C'est à Malville que les choses se sont nouées. C'était prévisible...

Malville est le symbole de la France industrielle de l'an 2000.

Était-il possible de contester un tel symbole sans que se concentre et se radicalise à Malville tout ce qui oppose la France des technocrates et la France rêvée par les écologistes ?

On ne peut pas contester la pièce maîtresse du redéploiement économique français comme on conteste la construction d'un parking. Naïfs, bercés d'illusions, les écologistes, du moins ceux de la coordination Malville, pensaient pouvoir le faire.

Les écologistes, à la différence de bien des groupes gauchistes organisés, ont une qualité extraordinaire : ils ont l'art de plaire. Ils ont aussi une autre qualité : ils détestent la violence. Malheureusement il ne pouvait être question cette année [contrairement à ce qui avait pu se passer en 1976] d'approcher du site de Super Phénix, la fleur à la bouche. Le gouvernement l'avait dit. Depuis quinze jours on savait que viendrait à Malville cette partie de la jeunesse la plus radicale, la plus marginale et la plus violente qu'il est commode de réduire à quelques provocateurs.

Avant Malville la violence était dans l'air. La coordination des comités Malville n'a voulu ni la voir ni l'assumer...De l'avis de tous, la coordination a été irresponsable en préparant un gigantesque rassemblement pacifique dont tout le monde savait qu'il ne le serait pas. »

L'après « Malville 1977 » est placé sous de mauvais augures : traumatisme profond, tristesse, amertume, rage et rancœur des écologistes, image désastreuse pour NERSA, pour la centrale.

Rancœur contre les « violents », ceux qui ont confisqué au mouvement écologique le bénéfice de l'incontestable réussite d'une manifestation qui avait su réunir 60.000 personnes selon les organisateurs, peut-être plus.

Rancœur contre les partis politiques, leurs incohérences et ambiguïtés, leur silence et leur absence, leur opportunisme et leur électoralisme. Les grands partis de gauche PS et PC sont en particulier visés d'autant qu'ils vont, dans les jours qui suivent, s'entre-déchirer à propos de l'opportunité d'organiser ou non un référendum sur...la force de dissuasion nucléaire ! Aux yeux des écologistes leur discrédit est total.

Les nombreuses et profondes divergences au sein même du mouvement écologiste et de l'extrême gauche vont aller en s'amplifiant.

Rancœur contre la presse accusée de faire l'amalgame entre la contestation nucléaire et la violence organisée et de discréditer, aux yeux de l'opinion, le mouvement écologique en général.

Bref, comme certains le redoutaient, la fête a été gâchée. Pire elle aura l'effet contraire à celui recherché (Cf ci-dessus l'article de A Tourraine paru dans le Matin du 29 juillet)

Malville sera en effet, non pas une relance du mouvement antinucléaire mais le dernier des grands rassemblements antinucléaires de ce type. Désormais, en France, la contestation de la centrale restera le fait de quelques militants régionaux (la FRAPNA, les Européens contre Malville...)

Dix années plus tard le 31 juillet 1987, pour commémorer les événements de 1977, une manifestation cette fois très pacifique et très conviviale, réunira sur la pelouse à l'entrée de la centrale une petite vingtaine de personnes. Vingt personnes si l'on y inclut la présence de la direction de la centrale et de deux gendarmes de la brigade de Morestel. Etat policier exige !

Cette manifestation, pardon ces pèlerins, se rendaient, d'Allemagne à Saint Jacques de Compostelle en passant par Malville (il s'agit d'un itinéraire bien connu et très emprunté depuis le Moyen Age...) et souhaitaient profiter de l'occasion pour visiter la centrale...

Par contre la contestation se déplacera, essentiellement vers la Suisse. Ce que ne comprendront pas suffisamment tôt EDF et NERSA qui laisseront s'y développer cette contestation sous l'impulsion de WWF et de l'APAG, fort bien conseillés par Corinne Lepage, futur ministre de l'Environnement.

Sous l'impulsion de ces associations suisses et genevoises, l'APAG et WWF Suisse, la contestation renaîtra à partir des années 1986-87 à l'occasion de la fuite du barillet. Ce sera principalement une contestation d'ordre administrative et juridique appuyée par les plus hautes instances politiques genevoises et utilisant à la perfection les médias. Elle obtiendra de remarquables résultats aboutissant à l'arrêt définitif en 1997.

L'éditorial du numéro du 25 août 77 de la « Gueule Ouverte » est assez significatif de l'état d'esprit qui prédomine à la fin de l'été 77 parmi les différentes composantes de la contestation antinucléaire, dans le ton, presque une oraison funèbre :

« Passé le 15 août, les jours raccourcissent, on voit apparaître les premières feuilles mortes, la manif se fait rare.

Il y a comme une odeur de rentrée.

Cet été fut pour nous particulièrement bouleversant, particulièrement fatigant, particulièrement riche.

Avant de classer avec les fleurs séchées les photos jaunies dans l'album des souvenirs marquants, nous avons éprouvé le besoin, ici, de nous réunir pour mettre en commun nos impressions, notre désarroi comme nos espoirs, de nous situer les uns par rapport aux autres, par rapport à notre hebdomadaire, par rapport à nos amis et lecteurs militants.

On tourne la page

Une page de nos vies. Qu'écrirons-nous sur la suivante ? »

4-2 La violence, celle des manifestants, celle des forces de l'ordre

a) la réputation de violence des groupes antinucléaires allemands

Tout comme en Italie, en Allemagne et en France le climat des années 1970-80 est sombre. Les groupes terroristes sont devenus particulièrement actifs à partir de la fin des années 60.

En Italie, les Brigades Rouges (enlèvement et assassinat du Président du Conseil Aldo Moro...), les attentats imputés à l'Extrême Droite (attentat de la gare de Bologne).

En Allemagne le plus célèbre de ces groupes sera la « bande à Baader-Meinhof » ou « Fraction Armée Rouge », auteur de nombreux assassinats de personnalités, dont celui du premier procureur de la République, Siegfried Buback, d'industriels, de banquiers....

En France, Action Directe assassinat du Général Audran, de Georges Besse...

Ni l'Allemagne, ni l'Italie, ni la France ne peuvent être en 1970 considérées comme étant des sociétés policières ou reposant sur le fascisme. Ce que ces groupuscules tentent d'obtenir par leurs actions est un durcissement de ces Etats et un accroissement de la surveillance et de la répression policière.

A travers l'enchaînement classique terrorisme / répression, ils tentent de démontrer par l'absurde ce qu'ils n'arriveraient pas à démontrer par les faits : dans son essence l'Etat est fasciste.

En 1977, bien que les principaux membres de la bande à Baader aient déjà été arrêtés, les assassinats continuent. Quelques jours avant la manifestation de Malville, début juillet, l'enlèvement pour rançon du PDG de la Dresdner Bank Jürgen Ponto tourne mal, il est assassiné par une cellule terroriste à laquelle d'ailleurs appartenait sa propre filleule Susanne Albrecht.

Même si certains des « casseurs » présents à Malville se réclament encore des idées de la bande à Baader-Meinhof, il est clairement établi que le mouvement antinucléaire allemand est, dans ses principes, mais à sa manière, non-violent et qu'il ne doit être assimilé ni au terrorisme ni à la guérilla urbaine.

Cependant, au cours des années 70, le mouvement antinucléaire allemand s'est considérablement durci suite à son noyautage progressif par les groupes « K », (K comme communisme) baptisés « maoïstes ».

En 1977 ce qualificatif avait-il encore une signification ?

Ces groupes dits maoïstes étaient eux-mêmes divisés sur l'opportunité du recours à la violence. Les « durs » du K.P.D (tendance dite de Pékin) et les marxistes-léninistes K.P.D.-M.L. (tendance Albanaise) reprochaient aux organisations maoïstes rivales du K.B.W. (ligue communiste ouest-allemande) et K.B. (ligue communiste) leur mollesse et leur passivité. Vous suivez ?

Ce qu'il faut retenir c'est que leurs divergences et leurs divisions, loin de les affaiblir, les incitaient plutôt à rechercher la surenchère. Phénomène bien connu.

En 1977 les maoïstes regroupent environ 6.000 adhérents et sont capables de mobiliser rapidement des groupes de choc et, en dehors de leurs militants, un certain nombre de « casseurs » qui se mêlent aux écologistes.

Parmi les « batailles » et « faits d'armes » les plus notoires de ces groupes composites : les sites nucléaires de Brockdorf, Grohnde et Wyhl en Allemagne, de Fessenheim et de Malville en France.

A Wyhl, le 23 juillet 1975, 2.000 manifestants parviennent en moins d'une heure à chasser les forces de l'ordre pourtant très bien équipées qui interdisaient l'accès du site de la future centrale. Les manifestants ont ensuite occupé le site.

Ultérieurement, en mars 1976, le tribunal de Fribourg s'opposera à la construction de cette centrale. Ce succès complet de l'alliance entre des opérations coup de poing et une procédure juridique devint un exemple à suivre et un modèle à reproduire...pourquoi pas à Malville !

A Brockdorf, le 14 novembre 1976, 20.000 manifestants, bataille rangée, plus de 200 blessés. Le 19 février 1977, nouveaux affrontements et encore plusieurs centaines de blessés dont plusieurs dizaines, de part et d'autre, gravement atteints.

A Grohnde en Basse-Saxe, un mois plus tard, le 19 mars, 10.000 manifestants s'affrontent avec une violence inouïe aux forces de l'ordre. Les affrontements seront qualifiés « d'horrible massacre » par la presse allemande : 237 blessés parmi les forces de l'ordre, 80 parmi les manifestants. A quelques mois de la manifestation de Malville, les pouvoirs publics en France en tireront le principal enseignement maintenir coûte que coûte les manifestants à distance en employant les moyens adaptés tels les grenades offensives.

Le journal « Libération », qui ne peut être soupçonné d'hostilité à l'égard des manifestations d'écologistes, publiera dans son édition du 2 août 1977 (hélas peut-être un peu tard) un article signé des ses correspondants en Alsace et en Allemagne, Francis Baert et Xavier Villip, article consacré à ces groupuscules antinucléaires.

« Solidement motivés, facilement mobilisables, bien organisés, bien qu'en principe pacifiques, les antinucléaires allemands sont aussi plus aguerris car les policiers qui leur font face opposent une riposte plus efficace que leurs collègues français (canon à eau, gaz lacrymogène, matraques chimiques, policiers à cheval) ... De l'autre côté, les manifestants sont armés, pics à bois, pierres et billes projetées par des frondes.

...Sur quatorze cents groupes écologistes allemands, vingt cinq à peine reconnaissent être ouvertement partisans de méthodes illégales et violentes.

Pour ces mouvements minoritaires, le travail d'information des populations, d'expertise, d'arrêt par voie de justice de la construction est tout à fait insuffisant.

Ces extrémistes utilisent la lutte écologique comme un terrain privilégié de leur combat politique. Leur tactique est simple. Il s'agit de provoquer les forces de l'ordre et d'obtenir une réaction du pouvoir qui permette de mobiliser contre ce pouvoir.

Ces groupes anarcho-gauchistes ont ainsi transformé les manifestations initialement pacifiques de Brockdorf et de Grohnde en affrontements violents.

...A Grohnde [quelques mois donc avant Malville] ils avaient encore perfectionné et militarisé leurs méthodes au point de surprendre les forces de police totalement prises de court...des groupes portant des dossards numérotés, et dirigés par porte-voix et talkie-walkie ont manœuvré comme une armée parfaitement entraînée. Ces groupes avaient même leurs sections « génie », armés de scies mécaniques et de disqueuses pour entamer les protections métalliques du chantier... quelques hommes d'élite des batailles écologiques de Brockdorf et de Grohnde ont passé la frontière franco-allemande. Ces groupes militent à l'extrême gauche, en aucun cas il ne s'agit de vrais défenseurs de la nature. ...les écologistes dénoncent de plus en plus souvent la perversion de leur mouvement par ces adeptes de la violence systématique. »

b) la violence des forces de l'ordre

Avant la manifestation de Malville, les responsables français du service d'ordre et le préfet de l'Isère avaient visionné les films pris par les télévisions allemandes lors des marches antinucléaires de Wyhl, Brockdorf et de Grohnde. Ils furent très impressionnés par la violence et la détermination des manifestants. La stratégie que les forces de l'ordre françaises adoptèrent en 1977 pour protéger le site de Malville peut se résumer ainsi :

- éviter à tout prix que les manifestants puissent s'approcher des clôtures afin d'éviter que se reproduise, comme en 1976, l'envahissement et l'occupation du site.
- interdire l'accès à l'intérieur d'une zone de plusieurs kilomètres autour de la centrale. Ce vaste périmètre avait été retenu afin d'éviter que les forces de l'ordre aient à se défendre acculées le dos aux clôtures de la centrale,
- éviter absolument les affrontements au corps à corps comme ce qui fut le cas à Grohnde, 273 blessés parmi les forces de l'ordre et 80 parmi les manifestants. De tels affrontements étant jugés beaucoup trop dangereux, la consigne a été de garder un large no man's land entre manifestants et forces de l'ordre.
- pour préserver ce no man's land, faire si nécessaire, usage de grenades offensives si l'usage des seules grenades lacrymogènes s'avèrerait inefficace pour contenir et maintenir à distance les manifestants les plus déterminés.

C'est l'explication officielle que le préfet de l'Isère fournira pour justifier l'utilisation de ce type de grenades lorsque la manifestation a dégénéré en début d'après-midi le dimanche 31 juillet.

Tous les ingrédients étaient réunis pour que la manifestation dégénère puis tourne à la tragédie.

Côté manifestants :

L'irresponsabilité des organisateurs qui ont créé une situation explosive en réunissant et en laissant dans la plus grande ambiguïté, sans objectif clair des dizaines de milliers de personnes, non-violents et casseurs confondus et en laissant miroiter la possibilité de pénétrer sur le site, comme en 1976, avec l'idée répandue par les publications appelant à la manifestation que le site serait facilement « prenable » compte tenu du nombre de manifestants.

Côté forces de l'ordre :

La fermeté des autorités, interdire l'accès à l'intérieur du périmètre de sécurité quitte à employer les moyens adaptés à des situations insurrectionnelles tel l'usage des grenades offensives.

Les déclarations intempestives et guerrières du préfet Janin qui n'ont pas contribué à apaiser les esprits, celle particulièrement inopportune et xénophobe de « l'occupation, une nouvelle fois, de Morestel par les Allemands ».

La vision des films tournés lors des affrontements de Malville a montré de part et d'autre des scènes d'une violence inouïe. De véritables scènes de guerre, en particulier celle où un groupe de gardes mobiles était venu à la rescousse de trois ou quatre collègues que les manifestants avaient réussi à isoler sur un pont du côté du Bayard et qu'ils étaient littéralement en train de lyncher.

4-3 les conséquences concernant la centrale

a) Sur son image

Pour la centrale, les événements de juillet 1977 eurent des conséquences on ne peut plus négatives en termes d'image.

Avant même la manifestation elle était déjà qualifiée « d'immense usine de mort », « d'Auschwitz planétaire », de « coûteuse, inutile et dangereuse », pour ne citer que les slogans les plus fréquemment utilisés.

La centrale était également associée à « Malevil », le roman homonyme de Robert Merle décrivant la vie précaire d'une poignée de survivants rescapés d'une catastrophe nucléaire et au film inspiré de ce roman. Par son réalisme, ce roman a été qualifié de prémonitoire. Ecrit en 1972, et donc contemporain de la décision de construire la centrale, il a fortement marqué les esprits surtout après la catastrophe de Tchernobyl survenue en avril 1986. Hasard malheureux, l'année de la mise en service de Creys Malville.

Suite aux événements de juillet 77, à cette image déjà pesante, s'ajoute

- celle de la répression policière sans laquelle, idée fixe des opposants, le nucléaire ne saurait et ne pourrait s'imposer et exister,
- celle de la mort révoltante d'un jeune opposant non-violent dont la vie s'est achevée dans un pré un jour d'été. « Le premier mort de Superphénix »

Cette image, cette tache ou péché originel pour utiliser un langage plus religieux, restera indélébile et pèsera très lourd tout au long de la vie de la centrale. Elle sera par la suite sans cesse enrichie par le récit mythique des événements qui ont émaillé sa construction et de sa mise en service. Ces événements seront exploités, exagérés chacun étant présenté comme ayant potentiellement pu être à l'origine d'une apocalypse nucléaire, l'histoire de la centrale devenant une suite ininterrompue d'aléas, de revers et d'incidents.

L'image d'une installation vraiment maudite.

A cette image déjà chargée seront accolées celles de la technocratie toute puissante, de l'arrogance, de la démesure, de la folie et de l'irresponsabilité des lobbies ... etc, les clichés les plus courants.

En 1977 la centrale est devenue au plan national et international le symbole d'un immense et imminent danger nucléaire justifiant, au titre de la « légitime défense de l'humanité », l'usage à son encontre de tous les moyens, allant de la calomnie (voir la saga juridico médiatique) jusqu'aux attentats comme cela se produisit au moins à deux reprises.

4-4 Le manque d'appui politique. L'utilisation du symbole Malville

Affublée d'une telle image et devenue pour certains le symbole d'une société de surconsommation, de gaspillage, une société déshumanisée et policière la centrale ne bénéficiera que de très peu d'appuis politiques. Elle trouvera par contre beaucoup de détracteurs convaincus et militants, principalement dans le milieu urbain, parmi les enseignants, les médecins...et, paradoxalement, dans certains milieux scientifiques et

nucléaires (CERN, CNRS...). L'opposition a souvent trouvé son origine dans l'ignorance des réalités comme en témoignent les nombreux revirements d'opinion dès qu'il était possible d'informer correctement les personnes.

En 1998, l'arrêt définitif ayant été définitivement acquis, c'est avec une clarté et une franchise qui l'honorent que M. Christian Pierret, Secrétaire d'Etat à l'industrie dans le gouvernement Jospin, a parfaitement résumé la situation qui a toujours prévalu concernant Creys Malville.

Pour avoir été un des acteurs dans la prise de décision il fut auditionné par la Commission d'enquête parlementaire sur l'arrêt de Superphénix, devant cette Commission : il déclara

« Superphénix a été, dès le début, une centrale vivement contestée par une fraction de l'opinion. Elle a été l'objet continu de polémiques et de manifestations. Je ne cacherais pas que ces contestations et ces atermoiements successifs ont fait que – et je pèse mes mots - l'outil n'a pas bénéficié d'un soutien politique suffisant, quelles qu'aient été les majorités au Parlement. Tous les gouvernements qui se sont succédés ont cherché, à un moment ou à un autre, à différer une décision de démarrage ou de redémarrage qu'ils ont toujours jugée politiquement coûteuse. »

C'est ainsi qu'en 1997 la décision d'arrêter définitivement la centrale fut prise quasi secrètement par le gouvernement de M. Jospin, sous la pression des Verts, lors d'un comité interministériel restreint, le 1^{er} septembre 1997 au château de Champs. L'annonce officielle, le 2 février 1998, se fit dans l'indifférence générale, sans aucun débat parlementaire et sans que cela crée le moindre remous ni dans l'opinion, ni dans les milieux politiques. A peine dans les milieux scientifiques et industriels mis à part les personnes directement concernées.

La frilosité du monde politique vis à vis de la centrale, frilosité électorale, sera abondamment utilisée par les opposants à l'occasion de chaque scrutin. Occasions nombreuses...

Certains partis ou personnalités conditionneront clairement leur appartenance à des alliances ou à équipes gouvernementales soit à la suspension du fonctionnement, au retard d'un redémarrage, au lancement d'une procédure longue nécessitant une mise à l'arrêt (Corinne Lepage au début 1997) ou à une mise à l'arrêt définitif.

. En juin 1997, pour les Verts, la mise à l'arrêt définitif et immédiat était l'une des conditions impératives posée à leur participation au gouvernement. Parmi ces conditions, elle était la plus symbolique et la plus aisée à mettre en œuvre immédiatement elle était le résultat de la mise en application d'un accord électoral PS-Verts conclu deux ans plus tôt, à l'occasion des élections présidentielles de 1995, accord qui prévoyait déjà la mise à l'arrêt définitif en cas de victoire de M. Jospin.

4-5 La saga juridique

Souvent mise à l'arrêt pour de longues durées pour des raisons autres que techniques ou de sûreté, pour des raisons politiques, électorales, administratives ou juridiques, la centrale a donné l'impression d'une installation sans cesse à l'arrêt. Pour l'opinion ignorante des raisons réelles et du caractère imposé des arrêts, une centrale à l'arrêt est une centrale « en panne », une centrale peu fiable et peu sûre qu'il convient donc d'arrêter sans aucune hésitation.

Les opposants genevois, remarquablement conseillés par leurs avocats, Mme Corinne Levage et Christian Huglo, ont parfaitement joué dans ce registre de la « panne » imposée de l'extérieur. Ils ont excellé dans les dépôts de recours, de demandes de sursis à exécution, de constats d'urgence, de recours en annulation de décrets devant le Conseil d'Etat ou dans l'engagement de procédures, de préférence de longue durée, destinés à maintenir la centrale à l'arrêt.

L'autre objectif recherché par cette stratégie d'entrave au fonctionnement était de provoquer la lassitude des partenaires italiens et allemands de la NERSA et de provoquer leur retrait de NERSA, la société européenne propriétaire de la centrale.

L'italien ENEL avait dû arrêter du jour au lendemain toutes ses centrales nucléaires suite au référendum de 1986 et l'allemand SBK avait dû abandonner l'espoir d'obtenir un jour l'autorisation des autorités allemandes pour démarrer le surgénérateur de Kalkar. Cette centrale n'a jamais pu être mise en service faute d'avoir obtenu l'autorisation de charger son combustible, neuve n'ayant jamais été autorisée à fonctionner elle est en cours de démantèlement.

Dans un cas comme dans l'autre, vis à vis de leur opinion publique comme de leurs tutelles, les opposants savaient que ces partenaires avaient de plus en plus de difficultés à justifier leur maintien au sein de la NERSA. Leur espoir, au travers de l'accumulation des procédures, des arrêts et des attentes interminables était que les partenaires italiens et allemands se découragent, jettent l'éponge et se retirent de la NERSA en laissant une situation juridique et financière inextricable.

(Voir les dossiers consacrés aux coups médiatiques et au recours devant le Conseil d'Etat)

4-4 Pour les partis politiques traditionnels

Hormis l'extrême gauche, les « grands » partis politiques de gauche, PS et PC, ont toujours été en porte à faux ce qui explique qu'ils soient restés très discrets et à l'écart de la manifestation de 1977

Les événements tragiques et la violence de la manifestation du 31 juillet leur offriront l'occasion de s'exprimer en réagissant à propos des violences tout en éludant soigneusement le débat de fond sur le surgénérateur et sur le nucléaire en général qui produit aujourd'hui 80% de l'électricité et qui contribue largement depuis des années, au travers des exportations, à l'équilibre de la balance du commerce. Tout ceci n'est pas indifférent pour les grands partis qui se partagent en alternance la charge de la conduite du pays !

En 1977, l'approche des élections législatives leur inspire la prudence, ils préfèrent alors rester en retrait du débat et de l'extrême gauche et laisser aller en francs tireurs quelques dirigeants politiques locaux et régionaux, mais seulement pour l'image.

- Pour le PS

Lors d'une conférence de presse tenue le 4 août, questionné sur les éventuelles garanties que le programme commun pourrait offrir aux écologistes dans le domaine nucléaire, M. Louis Mermaz député et Président du Conseil général de l'Isère apporta la réponse suivante : « Je répondrais volontiers à cette question, mais pas aujourd'hui. La réunion de ce matin est exclusivement consacrée à la répression exercée par le pouvoir à Creys Malville » (Le Progrès du 5 Août)

Si la position du PC est claire, il prend position pour le nucléaire. « L'énergie nucléaire, comme toutes les autres formes de production d'énergie doivent être développées sous peine de compromettre l'avenir énergétique national », la position du PS est beaucoup plus ambiguë. La position des représentants locaux du PS

ressemble à celle des équilibristes : « Nous ne dirons jamais qu'il ne faut pas de centrales nucléaires...l'atome selon qu'il est géré par la droite ou par la gauche ce n'est pas la même chose... », Toujours de Louis Mermaz...

Heureusement, les caractéristiques du surgénérateur et le caractère prototype de Creys Malville offrent opportunément une porte de sortie au PS. Il s'y engouffre en demandant un moratoire pour supplément d'études sans cependant remettre en cause les centrales nucléaires à eau pressurisée qui constitue l'essentiel du parc EDF de production. Sa proposition de « laisser le peuple » décider par référendum de la place du nucléaire dans l'approvisionnement énergétique sera perçue par les écologistes et par la classe politique comme une habile dérobade. L'alibi de la démocratie couvrant en fait l'embarras et l'irrésolution politique.

Il faut rappeler qu'en 1977 EDF éprouvait les plus grandes difficultés pour satisfaire la demande d'électricité et qu'elle s'activait fébrilement au démarrage des centrales de Fessenheim et de Bugey. Ce que le PS ne pouvait pas ignorer.

Quatre années plus tard, en 1981, lorsque la gauche arrivera au pouvoir il ne sera d'ailleurs plus question de proposer un référendum aux français sur ces questions.

Pour le PC

La violence est principalement de la responsabilité du gouvernement. Bien sûr il existe des groupuscules violents, mais *« si le gouvernement...et sa stratégie de tension n'avait pas tendu de piège à ces groupuscules avec la volonté de créer des incidents pour tenter de faire oublier les méfaits de sa politique désastreuse pour l'ensemble du pays... »* (l'Humanité du 8 août) la manifestation n'aurait pas dégénéré

Les partis de la majorité (RPR et Parti Républicain)

Ils soutiennent quant à eux l'intervention des forces de l'ordre tout en reconnaissant la faiblesse passée du débat sur l'utilisation de l'énergie nucléaire. Localement la majorité accuse le parti socialiste de vouloir en toutes circonstances *« ...ruiner l'autorité de l'Etat et discréditer ses représentants...à peu de frais paraître proches de l'écologie...masquer ses positions sur le fond, car il reste que le programme commun est basé sur une croissance maximum qui n'a rien à voir avec la réponse écologique. L'écologie, ce n'est pas le programme commun. »*. (Alain Carignon, Le Monde du 6 août).

En conclusion : discours convenus, démagogie et polémiques habituelles à l'approche d'une échéance électorale importante (législative), rien qui peut répondre à l'attente des manifestants (comme du reste de la population d'ailleurs !).

Fin août le ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, M Monory confirme qu'il n'y aura ni remise en cause ni pause dans la réalisation du programme nucléaire français, y compris dans la réalisation de Creys Malville

Toujours fin août, le Président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing, annonce la création du « Conseil d'information de l'électro-nucléaire » composé d'experts, d'écologistes et de diverses personnalités qualifiées dont l'objectif est l'investigation, la confrontation et la diffusion d'informations dans le domaine nucléaire.

Cette initiative est immédiatement critiquée. Un « Front antinucléaire » se constitue, composé, entre autres personnalités, de Jean Rostand de l'Académie française, Théodore Monod de l'Institut, le Professeur Rossel directeur de l'Institut de physique de l'Université de Neufchâtel, Henri Laborit médecin biologiste, Denis de Rougemont directeur du Centre européen de culture, Haroun Tazieff volcanologue, le professeur Lebreton à Lyon...etc.

Ce « Front.antinucléaire » s'élève contre le gouvernement qui « s'engage dans un vaste et irréversible programme sans avoir obtenu l'accord des Français et sans les avoir correctement informés des risques et des conséquences de tout ordre qu'il entraîne »



François Mitterrand, Président de la République
Pierre Delaporte, Président d'Electricité de France
Pierre Tanguy, Inspecteur général pour la Sûreté nucléaire en France
Pierre Schmitt, Directeur de la centrale nucléaire de Creys Malville

**Ces hommes préparent un attentat contre l'humanité.
 Ils sont chargés du redémarrage de la centrale de Creys Malville.**

Avec le projet de redémarrage de la centrale, malgré ses défauts mis à jour (soudures défectueuses, fuite de sodium du barillet, fissure dans le réacteur), le gang nucléaire ajoute un degré dans la démesure de ses actes.

Ce gang veut continuer l'exploitation au mépris de la sécurité, pour ne pas perdre ses énormes investissements et pour continuer ses expériences.

Sa volonté, avant toute chose, d'étendre et de consolider sa mainmise totalitaire sur la société prend là une forme encore plus démentielle et criminelle.

La fuite du barillet posait un problème vis-à-vis de sa prétention à la sûreté absolue. En s'abstenant de le résoudre, en supprimant le problème du barillet, il ne lui reste plus qu'une prétention à une sécurité relative qui lui permet de parler sans risque de tous les défauts, mais qui nous conduit plus sûrement à la catastrophe. Pour maintenir la population dans l'indifférence, il suffit de bien présenter les choses : « ...selon EDF, il ne s'agit tout au plus que d'indications un peu anormales, à la limite du tolérable normal » (Libération, 8 avril 1988).

Il faut que cela cesse. **Et comme toujours cela ne dépend que de nous.** Face à l'intérêt tout puissant de l'Etat qui maintenant s'oppose visiblement à celui des individus, qui n'ont pas eux d'expression conséquente, il faut que nous donnions une existence réelle à nos intérêts au premier rang desquels figure la préservation des conditions de la vie. Face à cette organisation sociale qui nous rejette toujours plus loin de là où sont prises les décisions concernant notre vie et son environnement, il faut que nous nous organisions en dehors de toute hiérarchie et de toute spécialisation.

Face à la démente des partisans de l'Etat qui sont tous ceux qui ont la parole et ne s'occupent de rien d'autre que de défendre ses intérêts, nous devons faire valoir les nôtres sans intermédiaires. C'est seulement ainsi que nous montrerons ce qu'ils sont et que nous trouverons la force nécessaire pour faire reculer l'arbitraire.

Face à cette société qui en vient à ignorer les règles élémentaires de la survie de l'espèce.

Commençons par exiger l'arrêt définitif de la centrale.

*Le comité antinucléaire pour la neutralisation des irresponsables (C.A.N.I.)
 Lyon-Genève-Grenoble, le 14 juillet 1988*



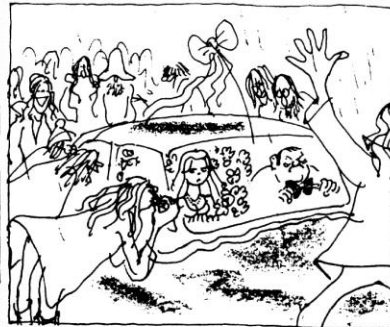
TOUT A COMMENCÉ

SAMEDI, À L'HEURE DU LAITIÉR, PERQUISITIONS AUX CAMPINGS DE MORESTEL ET MONTAUBERT. LA VEILLE, LES C.R.S. AVAIENT VISIONNÉ UN FILM SUR BROCKDORF



GUITARES MOLLES

SOUS LA PLUIE, DANS LES RUES DE MORESTEL, AVEC L'AMI BIDASS, YA !... TOUTE LA JOURNÉE, DE CAFÉ EN DÉBAT, DE BRASSERIE EN TROQUET...



NICHONS À L'AIR

ON RETROUVE DES FILLES DE L'AN DERNIER... À LA MANIF DE MALVILLE, L'AN DERNIER, TU TE RAPPELLES, IL Y AVAIT DES NICHONS À L'AIR...



LA POSITION DE LA C.F.D.T

SUR UNE PLACE DE MORESTEL, LA C.F.D.T. ESSAYE DE JUSTIFIER SON "OUI, MAIS AU NUCLEAIRE" DANS LE NUMERO DE VACANCES DE "RADICALISME HEBDO" DE LA C.F.D.T. IL Y AVAIT LA PÊCHE, LA PLAGE, LE TRICOT, ETC., MAIS PAS MALVILLE...



ENFIN L'E.D.F

LE CHEF DE DISTRICT E.D.F. DE MORESTEL A ÉVACUÉ SA FAMILLE POUR LE WEEK-END. J'AI RENCONTRÉ TOUT DE MÊME UN INGÉNIEUR E.D.F. QUI TRAVAILLE SUR LE PROJET "SUPER-PHÉNIX". OÙ ? À LA TRIBUNE DE LA C.F.D.T. PENDANT SA CONFÉRENCE DE PRESSE !



LA POSITION DU P.C.

LE PARTI COMMUNISTE AVAIT CHOISI CE DIMANCHE POUR FAIRE SA KERMESSE PARADISIALE



SEULS LES RADICAUX DE GAUCHE

À COURTENAY, LES DÉPUTÉS SOCIALISTES DE LA RÉGION DIALOGUENT AVEC LES ÉCOLOGISTES. HIERNU N'EST PAS LÀ, ON APPRENDRA PAR 'LE PROGRES DE LYON' DU LENDEMAIN QU'IL ÉTAIT EN TRAIN D'INAUGURER UNE COLONNE MORRIS À VILLEURBANNE...



LA POSITION DU P.S

CE DÉBAT NE VA PAS NOUS REMONTER LE MORAL ! MERMAZ DÉCLARE : « L'ATÔME, SELON QU'IL EST GÉRÉ PAR LA DROITE OU PAR LA GAUCHE, CE N'EST PAS LA MÊME CHOSE... »



GÉBÉ INTERVIENT

LA ROSE ET LE POING REMPLACÉS PAR LA CHÈVRE ET LE CHOUX. RÉPONSE DE MERMAZ : « IL FAUT VOIR LE PROBLÈME D'UNE MANIÈRE GLOBALE... »

